

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

RÉSISTANCE DE LA PREMIÈRE NATION DE WAHGOSHIG FACE AUX POLITIQUES
D'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE SUR MESURE EN ÉTUDES AUTOCHTONES

PAR

MAURICE J. KISTABISH

AVRIL 2021



BIBLIOTHÈQUE

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Mise en garde

La bibliothèque du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) a obtenu l'autorisation de l'auteur de ce document afin de diffuser, dans un but non lucratif, une copie de son œuvre dans [Depositum](#), site d'archives numériques, gratuit et accessible à tous. L'auteur conserve néanmoins ses droits de propriété intellectuelle, dont son droit d'auteur, sur cette œuvre. Il est donc interdit de reproduire ou de publier en totalité ou en partie ce document sans l'autorisation de l'auteur.

Warning

The library of the Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue and the Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) obtained the permission of the author to use a copy of this document for nonprofit purposes in order to put it in the open archives [Depositum](#), which is free and accessible to all. The author retains ownership of the copyright on this document. Neither the whole document, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier beaucoup de personnes pour cette magnifique aventure. J'avoue que cela n'a pas été facile. Beaucoup d'événements se sont déroulés durant la préparation et la rédaction de ce mémoire, dont le principal fut la pandémie mondiale historique de la COVID-19. De plus, j'étais sur le marché du travail à temps plein et j'ai dû concilier travail et études. Je remercie infiniment mon directeur, Hugo Asselin de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, et ma codirectrice, Marie-Pierre Bousquet de l'Université de Montréal, qui ont passé de multiples heures à me guider, à me conseiller et surtout à me remettre sur le droit chemin lorsque je commençais à m'écarter. Kitci mik8etc Hugo et Marie-Pierre. Je voudrais remercier ma famille, ma conjointe et mes enfants pour leur patience envers moi. Je ne peux non plus passer sous silence le Conseil de la Première Nation de Wahgoshig et ses membres. Sans leur appui indéfectible et leur coopération, ce projet n'aurait pas vu le jour. Je remercie le Bureau des Terres et Ressources de Wahgoshig, leur consultant Peter Politis, de même que certains membres de la communauté pour m'avoir donné accès à leurs archives publiques et personnelles. Finalement, je voudrais remercier les deux personnes qui ont cru en moi dès le début en signant mon formulaire de candidature pour la maîtrise : Margot Mowatt et feu Suzanne Dugré. Mik8etc Margot et feu Suzanne. Je dois avouer qu'il y a encore beaucoup d'autres personnes qui méritent mes remerciements. Il serait trop long de tous les nommer ici, mais vous savez qui vous êtes. Kitci Mik8etc kakina.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
RÉSUMÉ.....	vii
ABSTRACT.....	viii
CHAPITRE I INTRODUCTION	1
1.1 Problématique.....	4
1.2 Objectif de l'étude.....	5
CHAPITRE II CADRE CONCEPTUEL	7
CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE	10
3.1 Aire d'étude	10
3.2 Collecte de données	12
3.2.1 Recrutement des participants	12
3.2.2 Entrevues semi-dirigées	12
3.3 Considérations éthiques	13
3.4 Déclaration de conflit d'intérêts.....	14
CHAPITRE IV LES ÉVÉNEMENTS.....	16
4.1 Historique des événements ayant mené aux gestes de résistance	16
4.1.1 Début d'un changement profond à Wahgoshig.....	16
4.2 Tentatives pour éviter qu'une crise n'éclate en lien avec Hospital Point.....	17
4.3 Situation à WFN au moment des événements	22
CHAPITRE V RÉSULTATS.....	24
5.1 Éléments déclencheurs	24

5.2 Résistance.....	27
5.2.1 Gestes de résistance.....	27
5.2.2 Résistance militante – barricade	33
5.2.3 Résistance active : activités mobiles	34
5.2.4. Résistance militante : manifestations à intensité croissante	35
5.2.5 Grève de la faim	37
5.2.6 Appui du syndicat de travailleurs.....	38
5.2.7 Appui d’une organisation.....	38
5.3 Moyens de résistance.....	40
5.4 Relations entre la communauté et le Conseil de la Première Nation	42
5.5 Gestes politiques.....	44
5.6 Alliance Wahgoshig First Nation – Takwa Tagamou First Nation	45
CHAPITRE VI DISCUSSION.....	49
6.1 Approche de protestation préconisée	50
6.2 Similitudes entre les diverses manifestations	50
6.3 Occupation pacifique	52
6.4 Occupation armée	53
6.5 Barrages routiers	54
6.6 Caravane	55
6.7 Réseautage	56
6.8 Grève de la faim	56
6.9 Rôles des femmes et des enfants	57
6.10 Gardiens du territoire	59
CONCLUSION.....	62
RÉFÉRENCES.....	65
ANNEXE 1.	74
ANNEXE 2.	76

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1. Caractéristiques des formes de résistance passive, active et militante.	8
Figure 3.1. Localisation du site d'Hospital Point.....	11
Figure 5.1. Organisations politiques du nord de l'Ontario et liens avec WFN.....	48

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 4.1. Chronologie des événements ayant mené au blocage d'Hotel Point. 18

Tableau 5.1. Récapitulatif des gestes de résistance, par type..... 39

RÉSUMÉ

L'exploitation des ressources naturelles sous le contrôle des gouvernements et des industries extractives fait souvent fi du point de vue autochtone, ce qui engendre des conflits d'utilisation du territoire. En dépit de moyens souvent limités, certaines communautés autochtones arrivent à résister aux pressions extérieures. C'est le cas notamment des 332 membres de la Première Nation de Wahgoshig (WFN), dans le nord-est de l'Ontario, qui ont résisté en 2000 à la volonté d'une compagnie forestière d'effectuer des travaux de récolte forestière dans un lieu sacré. L'objectif général de cette étude était de documenter les gestes de résistance posés par le Conseil de WFN et les membres de la communauté en réaction aux tentatives d'empiétement du territoire traditionnel. L'analyse thématique d'entrevues faites auprès de huit personnes ayant joué un rôle clé dans la résistance aux industries extractives a révélé que l'approche de négociation d'abord tentée par WFN n'a pas permis de régler le différend. WFN a alors élaboré un plan stratégique de résistance incluant, entre autres, l'installation d'une barricade, une grève de la faim et des manifestations mobiles. Tandis que les gestes de résistance utilisés par WFN n'étaient pas nouveaux, la façon de les mettre en œuvre a fait la différence. L'approche familiale et communautaire pacifique a su attirer une certaine empathie de la part du public. La mobilité des gestes de résistance a permis à WFN de consolider des alliances avec d'autres communautés et organisations en Ontario et au Québec, mais aussi de sensibiliser l'opinion publique à sa cause. La spiritualité dont était empreinte la démarche de WFN a permis de maintenir un calme relatif et de rendre plus positive la perception du public à l'égard de la défense du territoire et de la culture.

ABSTRACT

The exploitation of natural resources under the control of governments and extractive industries often overlooks the indigenous perspective, therefore resulting in land use conflicts. Despite limited resources, some indigenous communities successfully resist external pressures. A case in point is Wahgoshig First Nation (WFN) in north-eastern Ontario, whose 332 members resisted in face of a forestry company planning to log a sacred site in 2000. The general objective of this project was to document the resistance actions of WFN Council and members in reaction to trespassing attempts on traditional land. A thematic analysis of interviews with eight persons having played a key role in resisting extractive industries revealed that the negotiation approach first attempted by WFN failed to settle the conflict. WFN then elaborated a strategic resistance plan including, among other things, the installation of a barricade, a hunger strike and mobile demonstrations. While the resistance actions used by WFN were not new, the way they were implemented made the difference. The peaceful family and community approach garnered public empathy. The mobility of resistance actions allowed WFN to consolidate alliances with other communities and organizations in Ontario and Quebec, but also to raise public awareness of its cause. The spirituality that permeated WFN's approach helped to maintain a relative calm and to improve public perception of land and culture defense.

CHAPITRE I

INTRODUCTION

La gestion territoriale telle que pratiquée aujourd'hui par les gouvernements et les compagnies extractives de ressources naturelles échappe, dans une large mesure, aux Autochtones qui sont souvent relégués à un rôle de second plan en plus de ne pas être pris au sérieux (Anderson et al, 2006; Wyatt, 2008; Atkinson et Mulrennan, 2009). Cette gestion territoriale, largement exogène (Rodon, 2009; Booth et Muir, 2011), est appliquée par des autorités coloniales au Canada, en Australie, en Amérique du Sud et en Afrique, entre autres (Deneault et al 2008).

La montée en puissance de certains acteurs économiques, notamment des firmes multinationales, dont certaines sont devenues plus puissantes que les États-nations, a contribué à fragiliser davantage les nations autochtones en exacerbant les inégalités sociales. Ainsi, certaines compagnies extractives des ressources naturelles (minerais, bois, énergie) profitent de lois et de politiques leur étant généralement favorables. Les Autochtones n'ont guère la possibilité de s'opposer à la distribution des concessions d'exploitation des ressources naturelles, ce rôle étant une chasse gardée des États-nations (Bellier, 2010). De plus, il arrive fréquemment que les Autochtones ne soient pas consultés adéquatement et qu'ils n'aient pas l'occasion de fournir leur consentement libre, préalable et éclairé avant qu'un projet ne se fasse sur leur territoire, ce qui peut avoir pour effet de bafouer leurs droits ancestraux (Whiteman, 2009).

Très peu d'attention est accordée à un développement territorial approprié par et pour les Autochtones afin que la protection constitutionnelle de leurs droits et intérêts soit respectée (Booth et Muir, 2011). Le développement territorial est basé sur un système anthropocentrique et exogène qui contraste avec la perspective holistique des Autochtones (Wyatt, 2008; Booth et Muir, 2011; Asselin, 2015). Plusieurs experts du milieu académique et du milieu des droits de la personne ont d'ailleurs dénoncé le fait qu'il était contraire à l'éthique de seulement extraire les ressources naturelles du territoire sans impliquer les populations locales ni prendre leurs droits en considération (Asselin, 2011; Ariss et Cutfeet, 2011). Lertzman et Vredenburg (2005) mentionnent qu'il n'est pas éthique de sacrifier la viabilité des cultures autochtones au seul profit de l'extraction des ressources naturelles sans impliquer les peuples autochtones d'une manière qui respecte leurs valeurs et leurs besoins. Il importe également de tenir compte de l'importance des lois ancestrales liées à leurs valeurs et à leurs cultures (Ariss et Cutfeet, 2011).

L'intérêt que les Autochtones ont pour la planification territoriale est vu comme une évolution naturelle de la pratique conventionnelle qui reconnaît le besoin d'inclusion des intérêts locaux et le besoin de mettre l'accent sur l'autonomisation et le partage des responsabilités (Lane, 2001; Fidler, 2010; Angell et Parkins, 2010). La cogestion a été préférée à d'autres approches, notamment pour mieux concilier les impératifs liés à la protection des écosystèmes et du patrimoine culturel, aux droits des peuples autochtones et au développement économique (Rodon, 2003). Essentiellement, la cogestion se réfère à la responsabilité partagée de la prise de décision des populations locales et des gestionnaires des ressources ayant une connaissance des politiques qui guident l'utilisation des sites protégés (Rao and Geisler, 1990; Lane, 2001).

Pour ce qui est des Premières Nations au Canada, des conflits d'utilisation et d'occupation du territoire persistent faute de participation des Autochtones dans la planification territoriale. Les problèmes concernent particulièrement la protection des

valeurs, des intérêts, des droits et des titres ancestraux reconnus et protégés dans la Constitution canadienne et souvent ignorés par l'État ou ses agences, ainsi que par les compagnies exploitant les ressources naturelles (Booth et Skelton, 2008; Fidler, 2010; Booth et Muir, 2011).

Durant la période ayant suivi la Deuxième Guerre mondiale, les licences forestières gouvernementales étaient les outils les plus puissants de gestion, d'occupation et d'utilisation du territoire (Wyatt, 2008). Les gouvernements, qui possédaient le pouvoir discrétionnaire de légiférer sur les territoires publics, pouvaient en disposer à leur gré. Des ententes se faisaient souvent derrière des portes closes entre le gouvernement provincial et des corporations forestières. Ces dernières obtenaient des baux dont la durée variait entre 25 et 99 ans. Presque toutes les tenures forestières étaient ainsi octroyées aux compagnies. Les autres groupes d'intérêts étaient pratiquement exclus de ce système avec des moyens presque nuls pour en appeler des décisions découlant de la gestion forestière (McCarthy, 2006).

Les gouvernements provinciaux définissent encore le cadre et les règles de gestion forestière par le biais de politiques et de législations en matière de foresterie. L'industrie forestière la met en œuvre, sauf au Québec, où la législation a changé en 2010, remettant la planification forestière sous contrôle gouvernemental, plus spécifiquement du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

En fin de compte, ce sont généralement les gouvernements et les actionnaires des multinationales qui profitent de l'exploitation des ressources naturelles. Les gouvernements retirent des bénéfices sous forme d'impôts et de droits d'exploitation. Les actionnaires des multinationales se partagent une partie des profits et bénéficient des cours de la bourse. De leur côté, lorsque les Autochtones montrent un intérêt quelconque dans ce domaine, ils voient leurs valeurs culturelles et leurs droits s'entrechoquer avec ceux des non-autochtones (Booth et Skelton, 2011). Cependant, de façon générale, les Autochtones ont su démontrer avec les années une certaine

résilience qui leur permet de maintenir leurs traditions et leurs coutumes en dépit de la pression accrue pour l'exploitation des ressources naturelles (Tobias et Richmond, 2014).

1.1 Problématique

Certaines communautés autochtones au Canada comptent peu de membres et ont des moyens limités pour affronter les compagnies extractives de ressources et les gouvernements provinciaux et fédéral. Néanmoins, certaines de ces communautés arrivent à résister aux pressions extérieures. C'est le cas notamment de la Première Nation de Wahgoshig, dans le nord-est de l'Ontario, qui compte 332 membres, dont 136 habitent dans la communauté (Canada, 2016). La communauté est composée majoritairement d'Anicinapek et de Cris¹.

En avril 2000, les Anicinapek de Wahgoshig ont découvert qu'Abitibi-Consolidated inc. (ACI), une multinationale possédant une papetière dans la ville d'Iroquois Falls en Ontario, avait entamé des travaux de récolte forestière qui allaient affecter un endroit considéré comme sacré par la communauté autochtone (TVA Nouvelles, 8 juin 2000). Cet endroit se nomme Hospital Point et il est situé à côté d'un autre site à haute valeur autochtone nommé Eades. À Hospital Point, il y a un cimetière et d'autres points d'intérêts importants pour WFN. À Eades, il y a des camps qui appartiennent à des membres de la communauté qui y vivent presque à l'année.

Les événements de Hospital Point et Eades étaient le prélude à une série de différends entre WFN et des compagnies extractives. Ainsi, en 2002, la compagnie Queenston Mining, qui possédait des concessions minières et souhaitait réaliser des activités de forage (Queenston Mining, 2002) au même endroit où s'étaient déroulées les activités

¹ Le terme « Anicinape » est le terme utilisé pour se désigner par les membres du peuple algonquin. Les membres du peuple Ojibway se désignent aussi comme tel. Le pluriel d'Anicinape est « Anicinapek ». Certaines communautés algonquines et ojibway utilisent la graphie Anishnaabe ou Anishnaabeg (Saint-Arnaud, 2009; Bousquet, 2016). Wahgoshig, cependant, en raison de sa proximité historique avec Pikogan, utilise le terme Anicinape/Anicinapek et c'est cet identifiant qui sera utilisé dans ce mémoire.

de la papetière ACI, s'est vu elle aussi refuser l'accès au site par WFN. En 2012, Timiskaming Forest Alliance inc. (TFAI), une coopérative forestière ayant comme mandat de gérer un permis d'exploitation forestière durable (*Sustainable Forest Licence* (SFL)) au nom d'un groupe d'actionnaires regroupant des entrepreneurs forestiers, d'usines de sciage et de pâtes et papiers ne tenait pas compte des Premières Nations, ce qui a généré de la résistance de la part de WFN. Finalement, en décembre, WFN a déposé une demande d'injonction en Cour Supérieure de l'Ontario contre la minière junior Solid Gold Resources Inc. qui n'avait ni consulté ni avisé WFN qu'elle menait des activités d'exploration sur son territoire (Morriseau et Wright, 2011; Lagowski, 2012). Par ailleurs, avant que la cause ne se rende devant les tribunaux, des gestes de résistance avaient été menés par WFN.

Ce mémoire se concentrera sur les gestes de résistance de WFN contre ACI à Hospital Point et à Eades au début des années 2000, qui furent à l'origine des stratégies déployées par la communauté face aux autres compagnies extractives ayant planifié des activités sur le territoire traditionnel par la suite.

1.2 Objectif de l'étude

L'objectif général de cette étude était de documenter les gestes de résistance posés par le Conseil de la Première Nation de Wahgoshig et les membres de la communauté en réaction aux tentatives d'empiétement du territoire traditionnel en 2000 et 2001 par ACI. Le projet visait à répondre plus spécifiquement aux questions suivantes :

- Quels gestes de résistance ont été posés par le Conseil et les membres de la communauté pour lutter contre la compagnie et protéger le territoire?
- De quels moyens disposait la communauté pour faire valoir son point de vue et ses besoins et pour poser des gestes de résistance?
- Quelle était la relation entre les membres de la communauté et le Conseil durant les événements, notamment en ce qui concerne l'attribution des mandats?

- Quelles ont été les gestes politiques du Conseil pour défendre sa cause au Conseil Tribal, au Conseil Territorial et à d'autres niveaux tels l'Organisation des Chefs de l'Ontario ou la Nation algonquine, des compagnies extractives des ressources naturelles, les gouvernements de l'Ontario et du Canada, des municipalités ainsi que différentes tables de négociation et auprès des médias?

CHAPITRE II

CADRE CONCEPTUEL

Bien que le concept de résistance soit utilisé fréquemment et depuis longtemps dans plusieurs domaines d'étude, aucune définition consensuelle n'en existe encore (Hollander et Einwohner, 2004). Elles convergent néanmoins vers le fait que la résistance se fait en opposition à une personne, une organisation, une structure ou un système dominant. Cela dit, la résistance est un processus transformatif au cours duquel les intentionnalités des acteurs peuvent évoluer, dans un contexte de relations asymétriques avec le pouvoir contre lequel s'exprime la résistance (Ortner, 1995). En contexte autochtone, la résistance est un refus du colonialisme (Poirier, 2010; Coburn, 2015; Pasternak, 2017). Alfred (2005) propose le terme « anarcho-autochtonisme » (*anarcho-indigenism*) pour nommer l'action visant à forcer le changement en faveur de la justice et de la liberté pour les peuples autochtones dont la culture et la spiritualité sont ancrées dans le territoire.

La résistance peut s'exprimer de façon passive, en attirant peu, voire pas l'attention, ou de façon active, par des gestes d'éclat et de la confrontation ouverte (Scott, 1985; Dufour, 1998; Hollander et Einwohner, 2004; Smollan, 2011; Willow, 2020). La résistance passive peut se faire individuellement ou en groupe, de façon spontanée ou organisée. Dans le contexte des luttes autochtones, il peut s'agir des « gestes du quotidien » posés par des personnes, des familles ou des communautés pour affirmer et vivre leurs cultures (Corntassel et Scow, 2017). Il peut aussi s'agir d'investir les structures du pouvoir dominant comme arènes de négociation (Alfred 2005). Par contre, comme le mentionne avec justesse Simpson (2016, p. 24), « l'engagement dans

le système change davantage les peuples autochtones que le système lui-même ». Ainsi, la résistance active, ancrée dans l'action directe, en-dehors des institutions formelles, est parfois nécessaire (Alfred, 2005; Wilkes, 2006; Ripoll, 2008; Atkinson et Mulrennan, 2009; Simpson, 2016). Elle peut prendre deux formes selon le niveau d'organisation : une forme plus souvent individuelle et spontanée et une forme militante, collective et plus structurée (Figure 2.1).

	Individuelle - Collective	Couverte - Ouverte	Spontanée - Organisée
Passive			
Active			
Militante			

Figure 2.1. Caractéristiques des formes de résistance passive, active et militante.

Selon Willow (2016), les industries extractives des ressources naturelles (forestières, minières, énergétiques) sont une des formes par lesquelles s'exprime le colonialisme. Elle suggère d'ailleurs, en utilisant le terme « extractivisme », qu'il s'agit d'une transformation de la nature en un outil de promotion des injustices sociales. Selon elle, l'extractivisme est autant politique qu'environnemental, et des problèmes écologiques et sociaux en découlent. Puisque chaque lieu est différent, la résistance à l'extractivisme est d'abord et avant tout locale même si des coalitions nationales ou internationales sont possibles (Atkinson et Mulrennan 2009; Ehrnström-Fuentes, sous presse). Il est donc important de documenter des exemples concrets de résistance, dans des contextes précis, afin de construire graduellement une compréhension des facteurs expliquant pourquoi certaines communautés acceptent l'extractivisme (non-résistance), d'autres vivent avec (résistance passive) et d'autres encore le combattent (résistances active et militante) (Willow, 2020).

L'inclinaison des communautés à résister aux industries extractives varie selon différents facteurs, résumés par Conde et Le Billon (2017). D'abord, plus les membres d'une communauté sont attachés au territoire, plus ils résistent aux projets extractivistes. En outre, plus les projets affectent négativement l'environnement et les communautés, plus la résistance y est forte. Le manque de confiance de la communauté envers l'industrie ou le gouvernement augmente aussi la propension à résister. Ce manque de confiance peut être dû à une attitude pro-industrie de l'État, à un processus de consultation inefficace, au manque de participation à la planification des opérations, à une responsabilité sociale d'entreprise déficiente ou à l'absence de mesures de compensation. D'un autre côté, la marginalisation politique, le manque de capacités et la dépendance économique (emplois et contrats dans l'industrie) peuvent limiter la résistance.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

3.1 Aire d'étude

Le territoire ancestral de la Première Nation de Wahgoshig est situé dans le Nord-est ontarien. En plein cœur de ce territoire se trouve le lac Abitibi. La communauté de Wahgoshig se trouve à environ 690 km au nord de Toronto près de Matheson et à environ 30 km de la frontière interprovinciale avec le Québec à la hauteur de Duparquet, qui se trouve à environ 678 km au nord-ouest de Montréal.

Hospital Point est une zone située le long de l'ancien chemin de fer du Canadien National (CN) qui reliait Cochrane (Ontario) à La Sarre (Québec). Ce chemin de fer couvrait une distance de 182 km. Il a été abandonné et démantelé par le CN après plusieurs années de service le 1^{er} avril 1997 (Ampleman, 2001). ACI l'a ensuite acheté du CN. Les voies ferrées et les traverses furent enlevées et seule l'assise de pierre concassée fut gardée et recouverte de sable et autres matières minérales extraites d'une carrière avoisinante pour en faire un chemin forestier. C'est par ce chemin que la compagnie pouvait faire entrer et sortir ses équipements forestiers et le bois récolté. Ce chemin de fer passait en plein cœur de Hospital Point et sert de ligne de démarcation entre le nord et le sud de l'aire d'étude (Figure 3.1). Hospital Point est délimité par Lowbush à l'Ouest, une ancienne gare du chemin de fer, et Eades à l'Est, un campement autochtone appartenant à des familles de Wahgoshig dont c'est le territoire de chasse. Le site se trouve sur la rive nord du lac Abitibi, en face de la communauté de Wahgoshig. Sa superficie totale est d'environ 5000 hectares, dont la moitié se trouve au sud du chemin de fer.



Figure 3.1. Localisation du site Hospital Point, entre Lowbush (à l'ouest) et Eades (à l'est). Source : Archives de Wahgoshig Land and Resources Secretariat.

Hospital Point est un site sacré à haute valeur autochtone. D'ailleurs, tout le pourtour du lac Abitibi est parsemé de sites à haute valeur autochtone en raison de son occupation par les Anicinapek, qui remonte à plusieurs milliers d'années, et de la continuité des activités culturelles et spirituelles des membres de Wahgoshig sur leur territoire ancestral (Pollock, 1995; Lettre télécopiée par WFN, 12 avril 2000, au directeur de district du MRNO). La valeur autochtone dont il est question ici est socioculturelle, spirituelle, archéologique et non strictement économique (Allen, 2010). Pour WFN, les sites à haute valeur autochtone (Pollock, 1995) sont intimement liés et jouent un rôle vital dans l'identité et la culture. Par exemple, les lieux de sépulture ont été choisis en raison de leur caractère sacré. La voie ferrée pouvait être considérée comme une limite géographique entre le sud et le nord de Hospital Point. Bien que la zone au sud de la voie ferrée soit un site à potentiel de patrimoine élevé, la zone au nord de la voie ferrée est un site à haute valeur autochtone issu de la connexion

spirituelle et sacrée avec la partie au sud. Les Autochtones, dans cas-ci, n'ont pas délimité la sépulture de la même façon que les non-Autochtones auraient délimité un cimetière. Les limites géographiques de la zone s'étendent au-delà du seul site où les morts sont enterrés (Lettre de WFN envoyée par télécopieur le 12 avril 2000 au directeur de district du MRNO). Il y a à Hospital Point un cimetière où un certain nombre de membres de Wahgoshig sont enterrés. En plus de la sépulture, l'endroit inclut, entre autres, un site où des cérémonies traditionnelles sont menées par les membres de WFN et un lieu de rassemblement annuel pour discuter des grandes questions en lien avec le territoire et d'autres questions d'importance pour la communauté.

Signataire du Traité no. 9, WFN compte 332 membres, dont 136 habitent dans la communauté (Canada, 2016). Tous les centres de services se trouvent à au moins 100 km de distance, excepté Matheson (42 km).

3.2 Collecte de données

3.2.1 Recrutement des participants

Une consultation préliminaire a d'abord été menée auprès du conseil de bande, qui a approuvé le projet. Par la suite, une rencontre a été organisée entre le directeur général du conseil de Wahgoshig (Mylon Ollila) et le directeur de mémoire (Hugo Asselin) pour discuter des détails. Les participants ont été contactés par courriel, via les médias sociaux et en personne pour sonder leur intérêt à participer au projet.

3.2.2 Entrevues semi-dirigées

La collecte de données s'est faite en partie par des entrevues semi-dirigées (Fallery et Rodhain, 2007) qui ont été menées dans la communauté de Wahgoshig et dans d'autres lieux à la convenance des participants. Les entrevues se sont faites auprès de huit personnes ayant joué un rôle clé dans la résistance aux industries extractives durant la période étudiée. D'abord, des personnes ayant occupé des postes élus durant la période visée ont été rencontrées. Certains membres du personnel de direction de la

communauté ainsi que des consultants externes engagés ou mandatés par la communauté durant cette même période ont aussi été interviewés. Finalement, quelques membres de la base provenant de la communauté qui ont épaulé le Conseil de la Première Nation de Wahgoshig dans sa lutte contre ces industries extractives ont été interviewés. Les entrevues semi-dirigées ont porté sur quatre thèmes principaux : 1) les gestes politiques; 2) les gestes de résistance; 3) les moyens dont disposait la Première Nation de Wahgoshig; et 4) le processus de prise de décision (Annexe 1). Différents documents d'archives ont aussi été consultés pour étoffer les analyses (rapports annuels de compagnies, articles de journaux, documentation interne du Conseil de la Première nation de Wahgoshig et du bureau des Terres et Ressources à Wahgoshig, rapports de firmes de consultants, etc.). Par ailleurs, certains des participants ont donné accès à la correspondance qui s'est échangée entre différents acteurs des conflits pendant les événements.

Une analyse thématique des données a été réalisée (Fallery et Rodhain, 2007). L'information colligée a d'abord été classée par thèmes à l'aide du logiciel NVivo en suivant trois étapes (Mukamurera et al., 2006). Premièrement, la saisie informatique des informations recueillies, les transcriptions intégrales et la préanalyse. Cette première étape a permis d'obtenir une vue d'ensemble des données à analyser. Deuxièmement, l'information a été classée par thèmes et sous-thèmes en fonction de l'objectif visé. La troisième étape a été le regroupement et la catégorisation des éléments d'information.

3.3 Considérations éthiques

La collecte, l'utilisation et le contrôle des données se sont faits en respect du Protocole de recherche des Premières Nations du Québec et Labrador (APNQL, 2014) et du chapitre 9 de l'Énoncé de politique des trois conseils (Canada, 2014). Avant que les entrevues ne commencent, le guide d'entrevue a d'abord été validé par le directeur général du Conseil de la Première Nation de Wahgoshig. Un formulaire de consentement a été présenté aux participants, leur expliquant leur participation au

projet, incluant les bénéfices et les risques, ainsi que d'autres considérations éthiques (Annexe 2). Les participants n'ont retiré aucun bénéfice direct de leur contribution à l'étude et aucune indemnité compensatoire ne leur a été accordée. Toutefois, ils ont eu l'occasion de partager leur expérience de la résistance, qui pourra bénéficier aux générations futures et à d'autres communautés. En contribuant à ce projet, les participants ne couraient aucun risque. Le seul inconvénient lié à leur participation résidait dans le temps accordé pour les entrevues, soit environ 60 minutes.

L'anonymat et la confidentialité ont été protégés en attribuant un code à chaque participant. Les noms n'ont pas été et ne seront jamais divulgués, ni les renseignements permettant d'identifier les participants. Les données codifiées sont conservées dans un ordinateur protégé par un mot de passe auquel seul le chercheur principal a accès. Les données seront conservées pour une période de 5 ans suivant la publication finale des résultats. Elles seront par la suite détruites. Les enregistrements des entrevues ont été détruits immédiatement après leur transcription. Le résultat de cette recherche ne fera pas l'objet d'une commercialisation.

3.4 Déclaration de conflit d'intérêts

Je fus un des principaux acteurs des événements qui font l'objet de l'étude, ce qui me donne une connaissance approfondie des événements et des acteurs clés puisque j'ai eu accès à des informations privilégiées et que j'ai pu observer directement les événements. Afin d'éviter que les résultats ne soient biaisés, j'ai discuté des résultats avec mon directeur et ma codirectrice au fur et à mesure que la recherche a progressé pour m'assurer que ma démarche soit en concordance avec ce qui était prévu à l'origine et que je respecte les règles en matière de conflit d'intérêts. De plus, j'ai fait mention de ma position particulière dans le formulaire de consentement que j'ai fait signer à chaque participant et j'ai avisé les participants que toutes les mesures ont été prises pour éviter que les résultats ne soient biaisés. Par ailleurs, le comité d'éthique de la recherche impliquant des êtres humains de l'Université du Québec en Abitibi-

Témiscamingue a été informé de la situation. J'ai validé les résultats des entrevues avec chacune des personnes qui ont contribué au projet afin de m'assurer du respect de la contribution de la personne et de l'objectivité de mon interprétation des données.

Une fois le projet complété, j'ai validé les résultats avec le Conseil de la Première Nation de Wahgoshig avant la diffusion publique. Cette initiative avait pour but de maintenir la relation de confiance basée sur le respect et la coopération (Asselin et Basile, 2012).

CHAPITRE IV

LES ÉVÉNEMENTS

4.1 Historique des événements ayant mené aux gestes de résistance

Dans le but de recréer le contexte qui prévalait durant la période étudiée et aussi pour mieux comprendre la résistance, il convient d'abord de remonter dans le temps pour examiner les événements survenus pendant la période couverte par l'étude (2000-2001). J'ai examiné la dynamique territoriale en débutant par les événements déclencheurs, les gestes de résistance et d'affirmation. Dans un second temps, j'ai examiné les savoirs que possédaient les dirigeants de Wahgoshig au moment des événements déclencheurs dans chacun des cas étudiés et enfin je les ai confrontés à d'autres points de vue en expliquant le phénomène de la résistance des communautés face à des compagnies extractives.

4.1.1 Début d'un changement profond à Wahgoshig

L'occupation de la communauté de Wahgoshig est très récente, bien que la communauté de Wahgoshig ait été créée en vertu du traité no. 9 en 1906. Son occupation remonte à environ 1986, quand les premières infrastructures et les premières unités d'habitation ont été construites (WFN, 2020). Wahgoshig est une petite communauté et elle avait de la difficulté à mettre en œuvre tous ses projets, notamment parce que les subventions octroyées par les gouvernements provincial et fédéral étaient basées sur un calcul *per capita*. Wahgoshig a dû travailler fort avec les années pour chercher un moyen de financement non gouvernemental, pour subventionner ses projets. Ainsi, de 1984 à 1999, Wahgoshig a été en mesure de

s'assurer une certaine sécurité financière, notamment en obtenant de modestes contrats avec des compagnies extractives, surtout dans le domaine forestier.

En 1999, Wahgoshig était à revoir sa stratégie de développement économique afin d'augmenter ses revenus voués au développement communautaire et elle venait d'entreprendre des négociations de plus grande envergure avec certaines compagnies extractives lorsqu'elle a été prise de court par une crise qui a éclaté avec le début de la coupe forestière par ACI à Hospital Point et à Eades. Cet événement a constitué un changement majeur pour Wahgoshig. À partir de ce moment, les choses n'ont plus jamais été les mêmes pour cette communauté généralement considérée comme pacifique.

4.2 Tentatives pour éviter qu'une crise n'éclate en lien avec Hospital Point

Entre le 13 mars 2000 et le 24 avril 2000, des correspondances ont été échangées de part et d'autre pour tenter de dénouer une impasse qui se dessinait malgré les discussions qui étaient en cours entre ACI, le MRNO et WFN et d'éviter qu'une crise ne se produise sur le site sacré d'Hospital Point. Cela n'a malheureusement pas fonctionné et ACI a quand même procédé à la coupe. Le tableau 4.1 présente la chronologie des événements qui ont mené au blocage de Hospital Point par WFN en 2000, jusqu'à la résolution du conflit avec ACI.

Tableau 4.1. Chronologie des événements ayant mené au blocage de Hospital Point par WFN en 2000, jusqu'à la résolution du conflit avec ACI.

Date	Événements
Mars	Des membres de WFN soutiennent la communauté voisine de Taykwa Tagamou First Nation (TTFN) qui a érigé une barricade sur son territoire en février pour protester contre Tembec (Clark, 2000).
13 mars	Envoi par WFN d'une lettre au directeur de district du MRNO à Cochrane pour l'aviser de la découverte de la coupe à Eades (Ruhnke, 2000).
20 mars	Rencontre entre WFN, le MRNO et ACI pour tenter de résoudre la question liée aux préoccupations de WFN en lien avec les sites à haute valeur autochtone (Lettre de WFN au gérant de district du MRNO).
21 mars	Lettre de WFN au directeur du bureau de district du MRNO pour identifier les sites à retirer de la coupe forestière (Eades, Hospital Point et Low Bush) en raison de leur haute valeur autochtone attestée par une étude archéologique (Lettre de WFN au gérant de district du MRNO).
23 mars	Lettre du bureau de district local du MRNO à WFN indiquant que l'avis d'approbation du plan de gestion 2000-2005 publicisé dans les journaux la fin de semaine précédente était incorrect (Lettre de WFN au gérant de district du MRNO).
24 mars	Indication à WFN par le bureau de district local du MRNO de l'approbation du plan de gestion 2000-2005 pour l'unité forestière d'Iroquois Falls, sauf pour les sites à haute valeur autochtone où la coupe est temporairement suspendue (Lettre de WFN à l'assistant-gérant de district du MRNO).
24 mars	WFN retient les services d'une firme de consultants en foresterie déjà impliquée avec TTFN dans sa négociation avec Tembec. Une équipe de négociation est officiellement nommée par WFN pour mener à bien les discussions avec ACI (Lettre de WFN à l'assistant-gérant de district du MRNO).
27 mars	Lettre faxée par WFN au directeur nouvellement en poste au bureau de district local du MRNO pour demander plus d'information et donnant 6 jours au MRNO pour répondre (en réponse à une lettre du MRNO reçue en février) (Lettre de WFN à l'assistant-gérant de district du MRNO).

12 avril	Réponse à une demande d'information du MRNO de Cochrane à WFN (Lettre de WFN au MRNO de Timmins)
24 avril	Lettre au PDG de ACI pour l'aviser qu'un conflit potentiel en lien avec Hospital Point.
27 avril	Première manifestation journalière. Toute la communauté de WFN – hommes, femmes et enfants – s'est mobilisée et a manifesté pendant quelques heures à la barricade mise en place la veille. Les négociateurs et des membres du Conseil rencontrent le syndicat des travailleurs d'ACI à Iroquois Falls (Dane, 2000).
28 avril	TTFN se joint à WFN pour former une coalition. Une quarantaine de manifestants protestent à Iroquois Falls et chantent au son des tambours traditionnels pendant deux heures devant l'entrée principale de l'usine d'ACI. Seuls les véhicules personnels des travailleurs et les véhicules de service d'ACI ont la permission d'accéder à l'usine. Les camions transportant le bois et les copeaux sont bloqués à l'entrée.
28 avril	Les manifestants se déplacent pour faire une autre cérémonie du tambour à la barrière sud de l'usine où ACI garde sa réserve de bois coupé l'hiver précédent. Les manifestants sont rejoints par le Grand Chef de Nishnawbe Aski Nation (Dane, 2000; Grech, 2000a), un organisme territorial politique autochtone qui représente les communautés du Traité no. 9 conclu en 1905-06 avec adhésion en 1930, regroupant 47 communautés (Dane, 2000; NAN, 2019). Les négociateurs de WFN et des membres du Conseil rencontrent la Chambre de commerce d'Iroquois Falls.
28 avril	Lettres de WFN à divers ministres pour les aviser de la situation, ainsi qu'aux différents conseils de bandes pour demander leur appui, et aux Grands Chefs des organisations territoriales et régionales et au Chef national de l'Assemblée des Premières Nations.
29 avril	Le Grand Chef de la Nation Anicinape et le représentant régional des aînés de la région du Traité de Robinson, accompagnés de leurs fils, font une tournée des sites de coupe totale de ACI (Dale, 2000).
1 ^{er} mai	La manifestation se déplace vers le bureau local du MRNO où une rencontre entre les représentants de WFN et du MRNO est tenue (Grech, 2000b).

2 mai	Les manifestations ralentissent le trafic à la jonction de la route 11 et de la route 67 menant à Iroquois Falls. Des dépliants expliquant les motifs de la manifestation sont distribués (Dale, 2000; Dane, 2000). WFN rencontre la Nation algonquine à Notre-Dame-du-Nord et reçoit son appui
3 mai	Un rallye est organisé à Iroquois Falls, des discussions sont tenues avec les représentants du MRNO et de ACI, suivies d'une conférence de presse de TTFN et WFN devant l'usine d'ACI à Iroquois Falls.
4 mai	Les membres de communautés d'un peu partout en province viennent soutenir WFN et manifester en faisant une parade pacifique dans les rues de Timmins (Dale, 2000).
4 mai	Communiqué de presse de WFN mentionnant que le gérant de production de l'usine d'ACI a admis à CBC Radio que la compagnie était au courant de l'existence de la sépulture et du fait que l'endroit était un site à haute valeur autochtone, mais qu'elle a tout de même entamé la coupe totale (Dale, 2000).
5 mai	Barricade temporaire devant les bureaux de Donohue, sur la route 11 à Timmins.
16 mai	Érection par TTFN d'une barricade permanente sur son territoire traditionnel à Tomlinson. ACI avait déménagé ses opérations de coupe forestière à cet endroit après avoir été évincée de Hospital Point suite à l'érection d'une barricade permanente par WFN (Buckthought, 2000).
23 mai	ACI quitte la table de négociation (Taillon, 2000).
30 mai	Communiqué de presse par Nishnawbe-Aski Nation annonçant la sortie d'ACI de la table de négociation (Taillon, 2000).
Fin mai – début juin	Une Caravane de protestation composée de WFN, TTFN et Grassy Narrows se met en route pour une tournée provinciale partant de Grassy Narrows avec arrêts prévus à Thunder Bay, Sault Ste. Marie, North Bay, Toronto et Ottawa, pour se terminer par une manifestation devant les bureaux d'ACI à Montréal. Des membres de WFN, TTFN et Grassy Narrows entament une grève de la faim (Buckthought, 2000; Dale, 2000; Taillon, 2000; Smith, 2007).
7 juin	La Caravane de protestation mobile proteste devant le Parlement à Ottawa. Les Chefs et les négociateurs de WFN et de TTFN rencontrent des élus et font des apparitions dans les médias (Buckthought, 2000).

8 juin	ACI annonce la nomination d'un médiateur pour les aider à résoudre l'impasse. C'est un professeur de droit de l'Université de Toronto ayant une expertise en résolution de conflit (Taillon, 2000).
14 juin	Adoption par les Chefs de 134 communautés des Premières Nations en Ontario d'une résolution de soutien à la cause et aux démarches de WFN, TTFN et Grassy Narrows.
Juillet	Le PDG d'ACI accepte de rencontrer les membres de WFN en grève de la faim pour discuter de leurs préoccupations liées à la coupe totale sur leur territoire ancestral. WFN et TTFN commencent des négociations intensives avec ACI et le MRNO. Les éléments communs aux deux communautés sont négociés ensemble tandis que des éléments plus spécifiques à l'une ou l'autre sont négociés séparément, mais convergent finalement dans la même entente entérinée par toutes les parties (Smith, 2007).
21 août	Signature d'un protocole d'entente lié à Hospital Point par WFN, ACI et le MRNO.
29 septembre	Rencontre à Toronto des Chefs de TTFN et de WFN avec le ministre du MRNO pour discuter des préoccupations des Premières Nations du nord-est ontarien, dont WFN, de leurs relations difficiles avec les compagnies forestières et des problèmes d'attitude de certains fonctionnaires à leur égard.
5 octobre	Lettre de TTFN et WFN au MRNO en lien avec les préoccupations au sujet de leurs relations difficiles avec les compagnies forestières et des problèmes d'attitude de certains fonctionnaires à leur égard.
1 ^{er} novembre	Entente à long terme entre WFN, TTFN, le MRNO et ACI. La majeure partie de l'entente est liée à la protection de Hospital Point (Buckthought, 2000).

4.3 Situation à WFN au moment des événements

En 1994, une nouvelle Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne a été adoptée en Ontario² pour favoriser l'utilisation durable des territoires forestiers (Griffin, 2001). Le manuel de gestion des forêts de la Couronne était encore sous forme d'ébauche. Il contenait des sections traitant d'un programme de consultation autochtone, de même que d'une initiative de cartographie des sites à haute valeur autochtone. Cette initiative a été développée et mise en place éventuellement de manière unilatérale par le gouvernement provincial, sans véritable apport des Premières Nations, qui demandaient plus qu'une simple consultation (Bombay et Smith, 2000). Les chefs de l'Ontario avaient adopté une résolution dénonçant le programme de consultation et de cartographie des sites à haute valeur autochtone, le jugeant inconstitutionnel en plus d'aller à l'encontre des droits issus de traités. Plusieurs Premières Nations de l'Ontario ont refusé de participer aux consultations publiques, de même qu'aux consultations spécialement prévues pour les Autochtones et qui étaient menées en parallèle (Bombay et Smith, 2000). Une des préoccupations était et est encore aujourd'hui liée au fait qu'une fois que l'identification des sites à haute valeur autochtone est faite, le MRNO s'approprie ces informations pour protéger les sites à sa façon, sans nécessairement en faire un suivi, ce qui va à l'encontre des souhaits des Premières Nations.

Les représentants du MRNO, frustrés de ne pouvoir obtenir la collaboration des Premières Nations, ont annoncé en 1996 un projet de directives de mise en œuvre des « Conditions n° 77 des classes environnementales pour la gestion des forêts sur les terres de la Couronne en Ontario » (Bombay et Smith., 2000). Cette initiative donnait le mandat au MRNO d'identifier des opportunités économiques liées au domaine de la foresterie et de les mettre à profit afin que les communautés autochtones locales puissent négocier des contrats ou des occasions d'affaires dans ce domaine (Fernandes, 2006). Une fois de plus, les communautés autochtones de l'Ontario ont été insatisfaites

² Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne (Loi de 1994 sur la), L.O. 1994, chap. 25

de la tournure des événements. Elles ont reproché au gouvernement de développer des initiatives qui ne permettaient pas aux communautés autochtones d'être considérées d'égal à égal avec le gouvernement en ce qui concerne la gestion forestière (Fernandes, 2006). De plus, en avril 2000, le plan de gestion forestière 2000-2020 de l'Unité d'aménagement forestier d'Iroquois Falls-Sud, numéro 010, préparé par ACI, a été adopté par le MRNO. La loi sur la durabilité des forêts de la Couronne de l'Ontario n'était en place que depuis cinq ans.

CHAPITRE V RÉSULTATS

Cette étude visait à répondre aux quatre questions suivantes :

- Quels gestes de résistance ont été posés par le Conseil et les membres de la communauté pour lutter contre la compagnie et protéger le territoire?
- De quels moyens disposait la communauté pour faire valoir son point de vue et ses besoins et pour poser des gestes de résistance?
- Quelle était la relation entre les membres de la communauté et le Conseil durant les événements, notamment en ce qui concerne l'attribution des mandats?
- Quelles ont été les gestes politiques du Conseil pour défendre sa cause au Conseil Tribal, au Conseil Territorial et à d'autres niveaux tels l'Organisation des Chefs de l'Ontario ou la Nation algonquine, des compagnies extractives des ressources naturelles, les gouvernements de l'Ontario et du Canada, des municipalités ainsi que différentes tables de négociation et auprès des médias?

L'accent a été mis sur les gestes de résistance que WFN a menées entre mars 2000 et novembre 2000. Mais d'abord, un bref retour s'impose sur ce qui a déclenché cette résistance.

5.1 Éléments déclencheurs

Au début de mars 2000, alors que certains membres de Wahgoshig protestaient contre la compagnie Tembec aux côtés de la communauté voisine de TTFN, ils ont appris par hasard que le site de Eades venait de faire l'objet d'une coupe totale par la compagnie ACI l'hiver précédent avec l'approbation du MRNO, mais sans le consentement et

malgré l'avis de WFN émis l'année précédente de ne pas toucher à ce site. Par ailleurs, le bureau de district du MRNO de Cochrane a autorisé une autre coupe totale, cette fois à Hospital Point, un site adjacent à Eades, ce qui déclencha le processus allant mener à la résistance de WFN. Les membres de Wahgoshig étaient bouleversés de voir leur territoire de chasse perturbé par les activités extractives, particulièrement par la foresterie, dont les impacts se font sentir à grande échelle. C'était devenu de plus en plus difficile de chasser les animaux dont ils se nourrissaient. C'est d'ailleurs en ces termes que se sont exprimées certaines personnes interviewées³:

« People were upset because there were too many cuts, not only there, but in the surrounding area and it was becoming harder to get wood and to harvest animals like moose. So that kind of sparked some concerns amongst people. When we started to talk about the burial site, it became a real issue. As a result, the WFN Chief and Council gathered the people who were working in Lands and Resources and the Chief of the time started to call for help. We first called the Tribal Council, then Nishnawbe Aski, then Chiefs of Ontario, then we had the National Chief flying to the site from Ottawa. At the time, I think it was [Phil] Fontaine. I cooked him some rabbit, but he was vegetarian (laughs). » WFN 1

« At the time, they were doing forestry as well and they had clear-cut close to there and at the same time, they wanted to clear-cut Hospital Point. My understanding is that they have a family member and a cemetery there. » WFN 3

« I was pretty young then, but I heard that Eades was clear-cut. The family was right up in arms, our community of Wahgoshig was an aide and that's when the blockade went up. » WFN 4

En ce qui a trait au cimetière, Wahgoshig ne se battait pas seulement pour ses membres, car dans le cimetière à Hospital Point où gisaient plusieurs de leurs ancêtres, il y avait aussi certains Allochtones qui étaient enterrés.

« It was kind of strange to have a First Nation people that have fought for that cemetery and that was not only First Nation people buried in that

³ Voir aussi lettre de WFN envoyée le 13 mars 2000 au directeur de district du MRNO à Cochrane.

cemetery. We were fighting for everybody, not just for ourselves.»
WFN 3

Par ailleurs, en 1995, un processus d'évaluation environnementale avait été mis en place par le gouvernement provincial. Il comprenait des ordonnances déclaratoires liées à l'évaluation environnementale d'un projet. Ce processus était régi par la Loi sur les évaluations environnementales de l'Ontario de 1990 et de la Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la couronne en Ontario. Il comprenait plusieurs conditions dont l'une était la protection des sites à haute valeur autochtone et une autre avait rapport à la pleine participation des peuples autochtones à l'essor économique du secteur forestier. Sauf que cette condition n'était pas interprétée de manière à satisfaire WFN.

« There was a pile of conditions that came along with that of the implementation of the [Forest] Act. One of them was regarding the protection of Indigenous rights, values and interests. I wouldn't say rights. I would say values and interests instead. The word "right" is not written in that condition. Then the other one was Condition 77 which was tied to, or related to the full participation of First Nations in the economic opportunities provided by the forestry sector. The participation of Indigenous people in the consummated use, or the economic opportunities, or the growth in that area of participating in the forestry business; including operations and harvesting contracts. » WFN 7

Du point de vue économique, WFN se voyait restreinte à de petits contrats saisonniers et n'avait aucun contrôle sur le bois récolté par l'industrie. De plus, WFN ne voyait pas les choses de la même façon que l'industrie forestière sur la manière dont était gérée la forêt. C'est ce qui a provoqué l'affrontement entre WFN, le gouvernement de l'Ontario et ACI.

« WFN was not fully participating in the benefits of forestry and forest management. WFN was neither [participating to] resource revenue sharing. WFN was not in control of how the wood was being extracted from its territory in a meaningful way. There was no relationship. Clearly there is still, in Northern Ontario, a timber-focussed management regime. Not sustainable management, which would be holistic and taking into account all of those affected. » WFN 7

5.2 Résistance

WFN a d'abord utilisé le canal conventionnel pour s'affirmer (résistance passive) en écrivant plusieurs lettres et en utilisant le processus d'évaluation environnementale provincial. Cependant, n'ayant pas été en mesure de passer son message, WFN a dû recourir à des manifestations pacifiques à échelle de pression montante, dont des manifestations mobiles, une grève de la faim et une barricade (résistances active et militante). Certains de ces gestes de résistance ont été menés par WFN seule, tandis que d'autres l'ont été avec d'autres communautés. Les jours qui ont suivi la découverte de la coupe à Eades entre le 13 mars et le 25 avril 2000, il y a eu huit échanges de correspondances et la tenue de deux rencontres entre WFN⁴ et les représentants du MRNO et d'ACI, sans compter les nombreuses manifestations que WFN a tenues à différents endroits. De plus, entre le 25 avril et le 1^{er} novembre 2000, il y a eu une escalade des manifestations.

5.2.1 Gestes de résistance

WFN a utilisé les trois types de résistance : passive, active et militante. Les sections qui suivent décrivent les gestes, qui sont récapitulés au tableau 5.1 à la fin de ce chapitre.

D'abord, WFN a développé un plan stratégique pour encadrer ses manifestations (résistance passive). Les différents acteurs ont été préparés pour savoir qui devait faire quoi et quand : affiches, distribution de tracts, acheminement de matériel de presse à la station de télévision locale, communications avec les médias, etc. Ce plan a été gardé secret et seuls les membres de la communauté étaient au courant de sa teneur. Au niveau du public en général, les activités ont été dévoilées de manière journalistique par des communiqués et des conférences de presse (résistance militante), de telle façon que personne ne pouvait prévoir à l'avance quel serait le prochain geste de résistance que

⁴ Pour préserver l'anonymat des interlocuteurs de WFN, seul le terme WFN sera utilisé pour identifier la source des lettres provenant de la communauté et aucune personne ne sera identifiée.

WFN allait poser et où. WFN se fiait donc sur l'effet de surprise pour mener ses activités. Cette façon de faire a connu un certain succès, surtout pour contrer les actions des forces de l'ordre et pour protéger les membres de la communauté. Par ailleurs, les manifestations (résistance militante) ont été organisées selon une échelle de pression progressive, dans une zone de plus en plus grande.

« Regarding the activities that have been taking place. It was all developed in advance, but just released one day at a time. There was a plan. There was a strategic approach to have to continue moving the people. To me, it's like a chessboard, you move the piece on the chessboard, and each piece you move for a reason. » WFN 8

Le développement d'une relation avec la partie adverse est une forme de résistance passive utilisée par WFN :

« The fact is that you are building a relationship. So, when you are building a relationship you can't go in and beat people up and expect at the end of the day, that there is going to be a relationship. [...] you avoid any type of confrontation. [...] it was very measured » WFN8

Une première lettre a été envoyée par WFN le 13 mars 2000 au directeur de district du MRNO du bureau de Cochrane (résistance passive), l'avisant que WFN venait d'être mise au courant de la découverte récente d'une coupe forestière totale à Eades malgré le refus formel adressé l'année précédente au MRNO à l'effet que des coupes forestières soient faites à cet endroit en raison de la présence de sites à haute valeur autochtone. Cette demande avait été faite au moment où le MRNO effectuait sa révision du plan de gestion annuel en 1999. WFN voulait voir ce site retiré complètement de la planification gouvernementale, ce qui n'a forcément pas été fait.

La coupe à Eades s'est déroulée en 1999-2000. Dans une lettre du 13 mars 2000 (résistance passive), WFN mentionne qu'en apprenant cette nouvelle, la communauté a été très affectée émotionnellement et physiquement. D'autant plus que la coupe n'a pris que quelques semaines à se faire. Pour Wahgoshig, le fait que le MRNO ait donné l'autorisation à ACI de procéder à la coupe totale au site de Eades a empiété sur les

droits de deux générations à venir de bénéficier des ressources forestières. Le MRNO a renié la responsabilité juridique de la Couronne envers les membres de WFN en n'empêchant pas que le site de Eades soit endommagé par un tiers malgré que l'occupation et l'utilisation de ce site par des membres de WFN étaient connues par l'État et par la compagnie ACI. Le MRNO a manqué à ses devoirs de fiduciaire en n'impliquant pas WFN et en ne l'informant pas convenablement qu'une coupe allait se faire sur son territoire ancestral. La lettre se poursuit en mentionnant que la Couronne peut être tenue responsable des dommages environnementaux causés au territoire ancestral de WFN. Par ailleurs, WFN a demandé à ce que le site d'Hospital Point soit retiré complètement de la planification forestière. Cela a abouti à une rencontre entre WFN et le MRNO le 20 mars 2000 (Lettre de WFN, le 13 mars 2000, adressée au directeur de district du MRNO).

Le 21 mars 2000, WFN a envoyé une lettre au directeur de district du MRNO (résistance passive), du bureau de Cochrane. Cette lettre décrit ce qui s'était passé la veille lors d'une réunion. D'abord, WFN a été très surprise d'apprendre que le site de Hospital Point faisait encore partie de la planification annuelle pour l'année 2000-2001 et que ce site n'avait pas encore été retiré, comme l'avait pourtant formellement demandé la communauté. Ce n'était pourtant pas la première fois que WFN faisait cette demande. Par ailleurs, à la surprise de tous, ACI a annoncé son intention d'aller quand même de l'avant avec la coupe si elle obtenait le feu vert du MRNO. WFN réitéra son refus catégorique que des opérations forestières soient menées sur les sites de Eades, de Low Bush et de Hospital Point, tous considérés comme intimement liés à son mode de vie et à son identité en tant que peuple. Pour WFN, ces zones représentaient aussi des sites patrimoniaux sacrés et à haute valeur autochtone.

Selon l'article 2.6.3 du manuel de planification de la gestion forestière de l'Ontario de 1994, on doit procéder à l'identification et à la cartographie de sites à haute valeur

autochtone⁵. Le MRNO ne pouvait donc passer outre cette exigence légale puisqu'il s'agissait de l'organisme responsable de la mise en œuvre du manuel. WFN faisait tout de même preuve d'un optimisme prudent et a choisi d'aller de l'avant en travaillant avec le MRNO afin d'examiner toutes les avenues possibles pour répondre aux préoccupations soulevées (Lettre de WFN, 21 mars 2000, adressée au directeur de district du MRNO). Les membres de la communauté ont protégé les sites à haute valeur autochtone et le territoire en général (résistance active).

D'autres échanges ont eu lieu entre WFN et le MRNO (résistance passive). D'abord, une lettre du directeur adjoint du bureau de district du MRNO de Cochrane datée du 23 mars 2000 adressée à WFN, suivie d'une réplique de WFN le 27 mars 2000. Essentiellement, ces deux lettres ont servi à clarifier des malentendus de part et d'autre. Certains points intéressants ont tout de même émergé de ces discussions. D'abord, la façon dont le MRNO mène ses consultations auprès des Premières Nations en général ainsi que dans ce dossier. Le MRNO a avoué avoir envoyé des lettres aux principaux intervenants qu'il savait être affectés par le projet. Cependant, ces lettres ont été écrites en anglais seulement, alors que certains des membres de la communauté de WFN affectés par le projet ne comprenaient pas cette langue, mais parlaient seulement l'anicipemowin⁶, leur langue maternelle. Le manuel de planification de la gestion forestière de l'Ontario de 1994 stipule à la section 3.3.3 que la consultation doit se faire dans la langue maternelle de la personne ou de la communauté affectée par une opération s'effectuant sur son territoire. Par ailleurs, si des éléments ont été soulevés par WFN ou par ses membres durant la période de consultation, ce fut de manière orale et non écrite.

⁵ Par valeur, « on désigne une ressource naturelle, culturelle ou autochtone, ou encore une utilisation des terres, incluant l'ensemble des lacs et des ruisseaux, qui doit être prise en considération lors de la planification de la gestion forestière ». <https://www.ontario.ca/fr/page/ordonnance-declaratoire-mnr-75-exigences-liees-levaluation-environnementale-sur-la-gestion-forestiere-des-terres-de-la-couronne-en-ontario#section-2>

⁶ L'anicipemowin est la langue traditionnelle parlée par les Anicinapek.

De plus, les cartes utilisées pour mener à bien la consultation n'étaient pas claires, principalement à cause de l'échelle utilisée. La délimitation des coupes proposées n'était donc pas assez précise, ou du moins ne permettait pas de comprendre où les limites géographiques réelles se situaient, ce qui a pu occasionner de la confusion. Quant au processus de consultation en général, WFN a mentionné qu'il était déroutant, intimidant et très technique et qu'à cet égard, le niveau d'éducation et d'expertise requis pour déchiffrer et décoder le langage technique n'était pas maîtrisé par la plupart des membres de la communauté. Le MRNO ne pouvait donc espérer simplement envoyer des télécopies de documents, déposer des cartes compliquées, écrire des lettres et supposer par la suite que la communauté puisse avoir été informée de façon satisfaisante.

Une des approches que le MRNO avait tendance à prendre quant à sa responsabilité liée à la gestion forestière en Ontario était de considérer les Premières Nations comme faisant partie du « grand public ». Pourtant, l'article 35 de la loi constitutionnelle de 1982 donne aux Premières Nations des droits allant au-delà de ceux du public en général (O'Reilly, 1984). L'article 35 de la loi constitutionnelle de 1982 reconnaît et affirme les droits autochtones et issus de traité (Stevenson et Webb, 2003). De plus, par la loi constitutionnelle de 1867, la Couronne fédérale est responsable des « Indiens et des terres réservées aux Indiens » (Asch & Macklem, 1991) et la province est responsable de légiférer et de gérer la foresterie (Stevenson et Webb, 2003). Par ailleurs, la Proclamation Royale de 1763 reconnaissait déjà les droits des « Indiens » d'occuper leurs territoires. Pour WFN, il n'était pas logique de rester les bras croisés pendant qu'une partie de son patrimoine culturel était en train d'être décimée sous ses yeux (lettre de WFN du 27 mars 2000 au directeur adjoint du bureau de district du MRNO de Cochrane).

Une lettre datée du 12 avril 2000 (résistance passive), envoyée par WFN au directeur régional du MRNO de la Région du nord-est ontarien (Timmins) montre (1) que le

bureau de district du MRNO de Cochrane avait envoyé une lettre à WFN le 23 mars 2000 l'avisant que l'avis d'approbation paru dans les journaux la fin de semaine précédente avait été émis par erreur; et (2) que le lendemain, le bureau de district du MRNO avait envoyé une autre lettre à WFN, cette fois pour l'aviser qu'un nouvel avis d'approbation avait été émis, le jour même, le 24 mars 2000. Cependant, selon le MRNO, cet avis excluait les sites identifiés par WFN comme Hospital Point, Eades et Low Bush, qui ont été temporairement retirés de la coupe forestière proposée, du moins le temps que les parties puissent examiner la question pour trouver une solution. La lettre du 12 avril mentionnait aussi qu'il y avait eu une rencontre la veille, le 11 avril, entre WFN, le MRNO et ACI lors de laquelle WFN avait soumis une ébauche d'entente pour résoudre le conflit qui se dessinait et qu'elle s'attendait à une réponse vers le 3 mai 2000. Par ailleurs, avec cette correspondance, WFN venait d'augmenter d'un cran la pression sur le MRNO de Cochrane et sur ACI, en voyant ses gestes de résistance passer du niveau local au niveau régional tout en offrant aux parties impliquées une proposition d'approche pour résoudre le conflit (Lettre de WFN envoyée par télécopieur le 12 avril 2000 au directeur de district du MRNO).

Le 24 avril, WFN avisait le président et directeur général (PDG) d'ACI (résistance passive) qu'elle venait d'apprendre qu'ACI allait débiter des coupes totales sur le site de Hospital Point dès le lendemain. WFN a expliqué l'importance que ce site avait pour la communauté et a tenté de convaincre le PDG du bien-fondé et de l'importance pour ACI de s'asseoir avec WFN et le MRNO pour tenter de résoudre la question et d'éviter une crise. Par ailleurs, WFN soutenait que ACI ne devait pas aller de l'avant avec la coupe juste pour prouver un point. Ce fut le cas pour une autre compagnie forestière qui avait dû, le mois précédent, gérer une manifestation médiatisée l'ayant forcée à s'asseoir avec la Première Nation pour arriver à une entente. WFN faisait ici allusion à la compagnie Tembec et à TTFN (Lettre de WFN du 27 mars 2000 au directeur adjoint du bureau de district du MRNO de Cochrane). Malgré les discussions qui étaient en

cours pour tenter de dénouer l'impasse, le 25 avril, ACI était à Hospital Point en train de procéder à la coupe totale, ce qui a entraîné une mobilisation immédiate de WFN.

5.2.2 Résistance militante – barricade

WFN avait installé sa barricade et sortait ACI du site des opérations (résistance militante). Un autobus scolaire a d'abord été utilisé pour bloquer le site d'opération, éventuellement remplacé par une structure en bois. La compagnie avait eu le temps de couper l'équivalent d'environ 13 000 hectares avant que WFN ne mette en place sa barricade et arrête les travaux. Le début de la coupe a déclenché la réaction de Wahgoshig, qui a réagi fortement avec le peu de moyens dont elle disposait (Dale, 2000). ACI et le MRNO venaient de réveiller un ours qui dormait.

« 26 000, the number stands up in my mind for some reason, 26 000 football fields, which is big. » WFN 8

Un groupe de personnes s'est porté volontaire pour accompagner le chef de Wahgoshig à Hospital Point pour enjoindre la compagnie de cesser les opérations et quitter les lieux immédiatement en laissant la machinerie et le bois déjà coupé derrière elle, ce qu'ont fait les travailleurs syndiqués d'ACI. Entre temps, toute la communauté était à s'organiser. Une barricade permanente a été érigée le 26 avril, rendant impossible l'accès à Eades et à Hospital Point. Une première manifestation pacifique a eu lieu devant la barricade, réunissant toute la communauté (hommes, femmes et enfants) pendant quelques heures. La machinerie a été gardée derrière les lignes de la barricade pendant un certain temps, mais après quelques jours, WFN a accepté de la libérer pour réduire un peu la pression. Le bois coupé devait cependant rester sur place.

« On the site itself, we had a bus that barricaded the path. The railway path they were using as a road to bring the machinery in and out. So we put a stop on that. There was a lot of fear, but also a lot of bravery on our side. The young men that were supporting. They were really brave about it. I'm very proud of them to have stood there on behalf of their own community. For their forest. For their territory. It was really well done. They stayed there I don't know how long. » WFN 1

La mobilisation et la mise en place de la barricade par WFN survenaient seulement un mois après celle érigée par la première nation voisine, TTFN, à Frazerdale (Ontario), qui avait mené à une entente à long terme avec le MRNO et Tembec.

La mise en place de la barricade en elle-même constituait une résistance militante s'exprimant par la mobilisation de la communauté entière. Certaines actions qui ont suivi la mise en place de la barricade étaient des gestes de résistance active.

« Going back to protection of the south end of the track in the Low Bush⁷ area. It was to protect the burial site and the traditional land use area there. We wanted to protect more trees but that didn't happen that way. We started negotiating with the forestry company. The Model Forest Policies helped us a bit. It enabled us to save that piece of land. » WFN 1

5.2.3 Résistance active : activités mobiles

La stratégie développée par WFN montre que différents gestes de résistance active ont été utilisés dans le dessein de détourner l'attention du public qui avait les yeux rivés sur la barricade. En suivant les différentes activités mobiles de résistance de WFN, le public était plus enclin à oublier momentanément la barricade. D'autant plus que l'érection d'une barricade pouvait ne pas être bien vue du public, surtout si elle avait été érigée par une Première Nation. Cette stratégie a fonctionné car WFN n'a pas fait l'objet d'une injonction de la part d'ACI et a réussi à maintenir la barricade.

« The mindset of the industry at the time was that if you were an aboriginal and you were resisting any of the forest management and planning process, that you were trying to defend any type of rights, then you were viewed as a terrorist. That is what was supported, generally speaking, at the time, but not with words publicly, by the government as well too. » WFN⁸

« Our people were standing in the highways handing out flyers, and this is when Taykwa Tagamou First Nation, the other reserve [located just north of Wahgoshig] got involved into part of that. We only stopped

⁷ Low Bush est le secteur où sont situés Hospital Point et Eades. Hospital Point est situé au centre entre ces deux points précis, Eades à l'est et Lowbush à l'ouest.

traffic at the beginning to hand out flyers. We had that off a highway near Iroquois Falls. » WFN 1

« We had a demonstration at the MNR Office in Cochrane. We went to Iroquois Falls to demonstrate in front of the mill, to Timmins [where] we got chased off from the Wal-Mart parking at the time. We were with a bunch of vehicles with signs there. I got pictures too. They told us that we couldn't do what we were doing in their parking. » WFN 6

5.2.4. Résistance militante : manifestations à intensité croissante

Les moyens de pression auxquels Wahgoshig et New Post ont eu recours une fois l'alliance formée étaient constitués de manifestations à intensité croissante (résistance militante). Plus le moyen de pression exercé devenait élevé, plus les activités se faisaient à grande échelle. D'abord, au niveau local, puis au niveau régional pour enfin se terminer au niveau provincial et national par une caravane. À Thunder Bay, un rallye a débuté devant l'usine d'ACI et s'est dirigé vers le parc Mini Queens où était situé un bureau gouvernemental. À Sault Ste. Marie, des discours ont été prononcés et une manifestation s'est tenue pendant quelques heures. La caravane a ensuite pris la route vers Sudbury, où une manifestation a eu lieu devant le bureau du Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC). À North Bay, une manifestation a eu lieu devant les bureaux du premier ministre de l'Ontario Mike Harris. À Toronto, une manifestation s'est tenue devant le Parlement provincial. Les élus ont fait des discours et les participants à la caravane ont ensuite pris la route pour Ottawa. Dans la Capitale nationale, les manifestants se sont rassemblés devant le Parlement fédéral. Les chefs des trois Premières Nations ont rencontré des représentants des partis d'opposition. Le groupe a été invité par le député local à la session de questions et à une entrevue web d'une station locale de télévision. À Montréal, une manifestation a eu lieu devant l'édifice de la Sun Life où étaient situés les bureaux d'ACI. Les chefs ont alors rencontré le PDG pour la première fois.

Les pressions augmentaient de manière quotidienne. Le message devait passer. L'objectif était de faire revenir ACI à la table de négociation, elle qui l'avait quitté le 23 mai 2000, et que la compagnie soit plus sérieuse dans ses démarches de négociation.

« We would escalate a little bit each day, and the point of escalation was for the message to be sent out as we continue doing unless it's getting tougher and tougher for it, then there is the circumstance we seemed to be able to get back to the table and get things moving in a constructive way, because, we do it to not get out of hand. We didn't become divisive. We didn't become racist ourselves like everybody else at the end of the day. We didn't make it about you and us, and us and them. We were able to pick up pieces and continue to build that relationship which is a very tough balance to reach. At the end of the day, I use the analogy of a screw, you know. You have to turn the screw, but you can't turn it so much that you strip it. That is no good. You just keep turning it, and turning it, and turning it. » WFN8

Les trois communautés impliquées dans la caravane avaient un point en commun : la même compagnie opérait sur leur territoire traditionnel. Grassy Narrows avait répondu à l'invitation des deux autres Premières Nations de joindre la caravane mise en place en réponse à la sortie d'ACI de la table de négociation. À ce stade des manifestations, un mouvement s'était formé, déclenché par WFN et soutenu par New Post, lié à la participation pleine et entière des Premières Nations de la province selon les termes et les conditions découlant de la Condition 77 de la législation de 1995. La caravane prenait du volume à mesure qu'elle avançait, car là où elle s'arrêtait, d'autres personnes s'ajoutaient. C'était aussi la première fois que des environnementalistes joignaient le mouvement. Ceux-ci étaient déjà stationnés à Grassy Narrows afin de soutenir cette communauté dans sa lutte contre ACI. Cependant, WFN et TTFN ne voulaient pas que leur lutte devienne une lutte environnementale et elles ont continué à orienter leurs actions vers la recherche d'une entente avec ACI et le MRNO. Cette démarche a porté fruit car elle a ramené ACI à la table de négociation.

« That was the provincial-wide caravan. This was an aboriginal movement across the province, going from Terms and Condition 77 and

the Timber and Environmental Assessment that took place through the Mike Harris government in 1995 and it took until 2000 for that even to take its traction, and between 2000 and 2004, that's when all of this movement across the province took place. [...] Wherever the caravan stopped, [...], they picked up more people, more aboriginal protesters, which continued travelling across the province to draw attention to the issue and using that attention to try to continue moving the issue. » WFN 8

« There was a Caravan organized starting at Grassy Narrows and going across all Ontario as we had some environmentalists located there too. So, the Caravan left Grassy Narrows, gone across Ontario to Ottawa and finally to Montreal negotiating. Some people got pushed against the wall of the building and some were thrown in jail. » WFN 1

Durant les manifestations, les policiers prenaient des notes et en profitaient pour se monter une banque de données sur les manifestants, par exemple pour savoir qui possédait un dossier criminel, car ces derniers étaient plus vulnérables aux arrestations. Pour pallier ce problème, les femmes n'ayant pas de dossier criminel se sont mises sur la ligne de front pour protéger les autres.

« I saw the police were taking pictures of the participants to identify all of the people. To check them to see if they had criminal records. They said that they had somebody there who knows their names. That's if you had somebody in your reserve that police was giving those pictures to, and who knew their names. They used that event to build their database of criminal records. Those with a record [had] to stay away, because they were to be the first ones to be arrested. They were much easier to apprehend if they had a criminal record. Mostly there were women on the frontline as they didn't have a criminal record. » WFN 5

5.2.5 Grève de la faim

La grève de la faim a été un geste de résistance active auquel les manifestants ont eu recours. Cependant, seules les personnes en santé y ont adhéré pour ne pas indûment mettre à risque les personnes ayant une santé fragile. Ce geste de résistance a commencé dans la communauté de Grassy Narrows et a continué dans la caravane durant quelques jours, en alternance entre les manifestants.

5.2.6 Appui du syndicat de travailleurs

Obtenir l'appui du syndicat était un geste de résistance passive. Bien qu'il répondait à des besoins spécifiques de négociation, ce geste permettait à WFN de se positionner de manière stratégique face à la compagnie. Cela pouvait être vu comme ayant pour objet de briser le lien de confiance et de solidarité entre ACI et les membres du syndicat des travailleurs de son usine.

« We were building an alliance with the union at that point too, that was a threat to the company obviously. Where we were putting the basics in place while incorporating the union. So when the bargaining collective agreement would come up for a review. Then we'd be talking about how to incorporate First Nations in there. How do help the union, how they will help us so that we continue to evolve that relationship even if it is in your short-term arrangement. The company obviously didn't like that. He saw this as a threat. » WFN 8

5.2.7 Appui d'une organisation

WFN et TTFN ont reçu différents appuis, dont celui du comité central des mennonites de l'Ontario (résistance militante). Une personne membre de cette organisation travaillait en environnement au sein d'une Première Nation voisine qui entretenait une relation professionnelle avec WFN et qui était sensible à ce qui se passait dans le domaine forestier. C'est ce qui a amené le comité central des mennonites de l'Ontario à prier pour WFN et à offrir son appui.

Tableau 5.1. Récapitulatif des gestes de résistance, par type.

Passive	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'un plan stratégique de manifestation. • Rencontres urgentes des membres de la communauté. • Nomination d'une équipe de négociation. • Création d'un groupe de travail. • Écriture de correspondances à différents acteurs. • Rencontres avec le MRNO, ACI, le syndicat de travailleurs et la Chambre de commerce et les lus provinciaux et fédéraux. • Signature d'un protocole d'entente entre ACI-MRNO-WFN. • Alliances avec des organisations politiques et autochtones. • Obtention de l'appui du syndicat de travailleurs. • Utilisation du processus d'évaluation environnementale. • Utilisation du canal conventionnel de règlement des différends. • Nomination d'un médiateur. • Obtention des services de consultants en foresterie et en communications.
Active	<ul style="list-style-type: none"> • Ralentissement du trafic et distribution de tracts aux passantes sur la route. • Protection du territoire et de sites à haute valeur autochtone. • Expulsion des travailleurs forestiers du site de coupe. • Grève de la faim. • Dénonciation au ministre du MRNO de l'attitude négative du MRNO local. • Femmes au-devant des barricades.
Militante	<ul style="list-style-type: none"> • Communiqués de presse journaliers. • Conférences de presse dans des endroits stratégiques. • Acheminement de matériel de presse pour les nouvelles de 18h. • Barricades, notamment à Eades/Hospital Point et à Tomlinson. • Blocus devant l'usine et empêchement de circuler des camions de bois. • Garder en gage la machinerie et les arbres coupés. • Manifestations devant les barricades, dans différentes villes, devant les bureaux locaux du MRNO, devant les parlements provincial et fédéral. • Cérémonie du tambour devant l'usine d'ACI. • Tournées aériennes des sites de barricades avec des représentants politiques provinciaux et nationaux. • Visite du Chef national de l'Assemblée des Premières Nations et d'autres dignitaires. • Caravane provinciale de manifestation.

5.3 Moyens de résistance

WFN n'était pas pourvue d'un système de communication sophistiqué lorsqu'elle a entrepris sa lutte contre la compagnie forestière et le gouvernement provincial; elle avait un système téléphonique à ondes radio et une seule ligne entrante et sortante à laquelle seuls deux téléphones étaient branchés (Kataquapit, 1999). Les autres téléphones étaient dans les maisons et un système d'extension téléphonique les unissait les uns aux autres à l'interne. Pour faire ou recevoir un appel, il fallait se rendre au bureau du Conseil de bande ou à la clinique.

« When we first started the community back in 1985-86, we had no telephone system. It came a bit later, but I can't remember until when, but we had a system with only one-line coming in. Everybody had the same phone number. So, it was kind of a dial up things with different tones. Mine was one long and one short tone. When it was ringing, everybody was to pick up to listen at what I had to say. So, it was really hard to get communication at the time. We had to run to town to get our communication done. » WFN 1

« When we wanted to use the phone in the band office, if there was someone already on the line at the health clinic, we couldn't place our call. We could phone from house to house, but in order to phone out, we had to use the ones located in the band office or at the clinic. » WFN 6

WFN n'était pas la seule communauté à vivre cette réalité à l'époque; d'autres communautés dans le nord de l'Ontario n'étaient pas pourvues de service résidentiel de base (Keewaywin, Koocheching, Mishkeegogamang, North Spirit Lake et Slate Falls) (Fiser, 2009).

Les télécopieurs du Conseil de bande et de la clinique de santé étaient connectés à la même ligne. Il n'est pas difficile de voir dès lors comment la communication avec le monde extérieur était difficile en temps normal, et encore davantage en temps de crise ou lors d'une urgence (Kataquapit, 1999). Lorsque quelqu'un était à l'extérieur du bureau, il fallait beaucoup de temps pour joindre le conseil de bande. Quelquefois, il était impossible d'y arriver à cause de l'utilisation du télécopieur par les membres de

la communauté qui venaient effectuer un appel téléphonique externe, sans oublier les employés qui devaient eux aussi recevoir et faire des appels (WFN002). Durant les événements liés à ACI, le conseil de bande a dû louer une ligne téléphonique chez un membre de la communauté qui habitait le village voisin, Matheson, situé à 42 km à l'ouest de la communauté de WFN pour y installer un télécopieur. Ce télécopieur a servi uniquement à envoyer et à recevoir des télécopies liées aux événements de ACI. Il y avait aussi un membre vivant à Kirkland Lake qui possédait un télécopieur. Ce dernier s'occupait de ramasser les coupures des différents médias et de les envoyer aux négociateurs (WFN003). Par ailleurs, WFN a aussi dû fournir des téléphones cellulaires du genre « *bag phone* » avec une antenne aimantée installée sur le toit d'un véhicule pour chaque personne clé, incluant les membres du Conseil, le gérant de bande et les négociateurs, mais il fallait parfois monter sur une colline pour pouvoir capter le signal pour effectuer un appel et ça ne fonctionnait pas toujours partout (WFN002; WFN003).

« On avait le *bag phone*. Il y avait des places qu'on allait car il n'y avait pas de service partout. C'est sûr qu'on a eu de la misère. On voyageait tard. Souvent, on arrivait à Wahgoshig vers deux ou trois heures du matin. C'étaient des grosses journées. On ne lâchait pas pantoute. Pour ceux qui étaient à la barricade, ils possédaient un téléphone satellite. Ils voyageaient par autobus [...]. C'est comme ça que ça marchait. » WFN 2

La communication entre les membres a dû se faire de plusieurs manières pour s'assurer que le message soit véhiculé correctement. Dans la communauté, le bouche-à-oreille fut très utilisé dans les maisons des membres de la communauté, qui y référaient comme à de la « *moccasin communication* ».

« Because of the poor telephone system that we had in our community, there was a lot of "moccasin communication" in our community. At the time, we were still operating with those types of communication. So, everyone in our community was informed. It is just a small community. People were very interested in partaking and protecting our land. Most of the people were on board. » WFN 1

C'était plus difficile de joindre les membres vivant hors réserve, mais vu leur intérêt pour ce qui se passait sur le territoire ancestral, le conseil de bande a quand même réussi à s'assurer que l'information circule.

« In terms of communication between the Band Office to the off-reserve band members, it was kind of bits and pieces. We had to get together with the people we knew, and they would update us once in a while on what was going on. We didn't actually go to the protest and what not because we were not too sure where the protest was. Later on, at an AGM, they brought people to Hospital Point and showed us what we were saving. » WFN 3

Wahgoshig a su aller chercher des professionnels et utiliser ceux qu'elle avait à l'interne pour bien mener ses démarches et réussir à passer par-dessus les embûches tout au long des manifestations et durant les négociations. Les professionnels ont développé un plan stratégique qui incluait la direction que devaient prendre les manifestations, le message à véhiculer, qui allait faire quoi et quand.

« So, if we look at the means at the disposal of the Wahgoshig First Nation, in terms of tools and resources, there were very little. The biggest mean we had was that we surrounded ourselves with people who knew about the industry [...] and could credibly argue the assertiveness that we were trying to put in place. [...] The other mean is our will. [...] You know at first, we got to stop this. So, this is where the resistance is taking place. Second, we got to get this going in the right direction. The other means is to have good planning. [...] To be constantly asking ourselves, "when we do stop this, what do we do then? What's the next move? And if we're not prepared then everything is going to start to slide back to where it was. But if you are prepared, for me it's like a window of opportunity. » WFN 8

5.4 Relations entre la communauté et le Conseil de la Première Nation

Le conseil de la Première Nation de Wahgoshig était en contact constant avec ses membres. Avant de mettre en place la barricade à l'entrée de Eades et de Hospital Point, il avait consulté ses membres qui lui avaient donné le mandat d'aller de l'avant.

Quelques rencontres se sont tenues pour discuter de la situation avant que la décision ne se prenne.

« We had a few of those band meetings before we made that big decision to go out and set up the blockade. We always went through the band membership. » WFN 6

Ensuite, les éléments de résistance se sont mis en place. La barricade a été installée, les lettres de demande de soutien aux organisations politiques ont été envoyées, les manifestations ont débuté et la relation avec les médias aussi.

« Once we had a 50% plus 1 vote from the people and people said, “yes we stand behind this”, that’s when the communication was sent out to Nishnawbe Aski, the communication Office was there. Chief drafted up a letter stating we were going to defend the land and go in a protest to protect the LowBush area. We were going to go to the main highways and stop the cars. Not too long after that, that’s when the support started to come in. Nishnawbe Aski was the first, then Wabun (the Tribal Council) came in, then the National Chief came in to help and support. The letters of support started to come in, Media came in. This is the time when a bus load of people from WFN went to Eades on the train tracks there. We stopped the machines going in there. » WFN 1

Lorsque les membres du conseil étaient à l’extérieur pour des rencontres, les membres de la communauté se rassemblaient pour parler de Hospital Point et de Eades. Lorsque le conseil était de retour, une assemblée générale était convoquée pour permettre au conseil de mettre à jour les membres sur les derniers développements.

« When the leadership came back, then the membership would go and meet with the Chief and Council to find out the latest, because there was a meeting called. » WFN 4

Par ailleurs, le conseil a mené une consultation dans toutes les maisons dans la communauté de Wahgoshig pour demander aux membres ce qu'ils souhaitaient en termes de protection de la forêt du site de Hospital Point : une protection partielle, une pleine protection ou une protection équilibrée? Les membres avaient choisi la

protection équilibrée, soit de protéger tout ce qu'ils pouvaient et d'obtenir le contrat de coupe pour ce qu'ils ne pouvaient pas protéger. Ainsi, il était plus facile d'arrêter les travaux si un site à haute valeur autochtone était découvert. Par ailleurs, les membres ont demandé à ce que la coupe totale soit abandonnée au profit d'une coupe sélective.

« The May 8, 2000, house-to-house consultation with full or partial protection. It was the clear-cutting that was used back then. We asked them to use a selective cutting instead. That's one of the things that we were pushing. [...] They stopped clear-cutting after that blockading happened in Eades. Also, the concept of what you cannot protect, you get the contract to do it yourself was also mentioned at the time. I remember that we agreed letting them cut north of the track if they left the South of the track alone. That was all protected. We stopped them to cut further at the Hospital Point. Our members went there to get them out. We went to the Translimit Road to take some pictures of the cuts here and there by them. » WFN 6

5.5 Gestes politiques

Wahgoshig a dû composer avec les motivations politiques du moment au niveau provincial en ce qui avait trait aux droits des peuples autochtones. Il était clair pour les Premières Nations que ces droits étaient dominés par ceux octroyés à l'industrie forestière. Ce n'était pas acceptable pour les Autochtones qui désiraient protéger des sites à haute valeur tout en participant à l'économie.

« So, in terms of the political actions we talked about who is involved, the why and how and where. But, generally speaking, the political action, the political mood of the day was to again, recognize that there were aboriginal rights, but no one knew what the definition of those aboriginal rights were. So, all of the arguments started there. All of the discussion and challenges started with the fact that everybody had a different interpretation of what aboriginal rights were. So, from a political standpoint I kept the sense that the provincial government understood that there were aboriginal rights but their allegiance was more towards the industry [...], their bureaucrats and functionaries, their jobs. » WFN 8

Au moment où WFN amorçait sa résistance en avril 2000, la norme de certification du *Forest Stewardship Council* (FSC) encourageait l'établissement d'ententes de cogestion entre la Couronne et les Premières Nations. Quoiqu'il en soit, cette norme n'était pas vraiment appliquée. D'ailleurs, il existait une clause à cet effet dans la Loi sur durabilité des forêts de la Couronne de l'Ontario⁸, clause qui a été abrogée depuis; ainsi il n'existait pas d'entente de cette nature en Ontario entre la Couronne et les Premières Nations.

« It was pretty clear that there was a rambling going on in the region [...] with FSC [Forest Stewardship Council] which had a Principle 3 which said “Co-management agreements with indigenous communities”. The Crown, Ontario has no interest; there is nothing in its legislation. Sorry! There was something in its legislation saying: “It could co-manage with First Nations under the Crown Forest Sustainability Act”, that since has been removed. In terms of how far-reaching, how a voluntary certification system was. It was market-driven. » WFN 7

5.6 Alliance Wahgoshig First Nation – Takwa Tagamou First Nation

WFN a établi des liens avec différentes organisations politiques et de livraison de services aux Premières Nations (Figure 5.1). Après seulement quelques rencontres de négociation, ACI a envoyé une lettre à WFN pour l'aviser qu'elle allait d'abord discuter avec la communauté voisine située plus au nord à quelques kilomètres de Cochrane en Ontario (TTFN) et qu'elle reviendrait parler avec WFN par la suite. ACI cherchait à transporter ses opérations dans une autre zone identifiée dans son plan quinquennal. D'ailleurs les discussions entre ACI et TTFN étaient déjà en cours depuis quelques mois à propos des problèmes liés au site Tomlinson lorsque la communauté a décidé, elle aussi, de dresser une barricade.

Voyant l'utilisation par la compagnie de la tactique de « diviser pour mieux régner » en ne parlant qu'avec un seul interlocuteur à la fois, WFN et TTFN ont décidé d'unir

⁸ Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne (Loi de 1994 sur la), L.O. 1994, chap. 25

leurs forces et, en août 2000, TTFN a envoyé une lettre à l'agent de liaison en foresterie pour lui indiquer que toutes les discussions en cours entre TTFN et ACI devaient maintenant être redirigées à l'Alliance qui venait de se former (Lettre, 5 octobre 2000 : TTFN au ministre du MRNO). TTFN et WFN ont décidé de mettre en place une barricade à Tomlinson, où ACI avait l'intention d'aller. WFN et TTFN se sont entendues pour que WFN dirige les activités, étant donné qu'elle était la plus affectée. La compagnie n'ayant plus de marge de manœuvre a dû cesser toutes ses activités. ACI ne voulait pas discuter avec les Premières Nations, jugeant que d'avoir ses permis d'exploitation était suffisant et que rien ne pouvait l'empêcher de procéder.

Avant que l'union entre les deux communautés ne se fasse, WFN a dû lutter seule pendant quelques mois, avec le peu de ressources dont elle disposait et avec des moyens de communication déficients. Alors qu'il y avait la barricade à Eades, le conseil de bande de WFN et son équipe technique de négociateurs ont dû obtenir le soutien politique de la Nation Anicinapek du côté québécois, auprès du conseil tribal Wabun et auprès du conseil territorial Nishnawbe Aski Nation (NAN). De plus, des discussions ont été entamées avec les représentants du MRNO, tandis que les discussions avec ACI se sont poursuivies pour un temps avant le blocage complet. Il fallait cependant souvent répéter la même chose aux fonctionnaires du MRNO, surtout au gérant de district, car au moment où il commençait à comprendre les préoccupations et les désirs de WFN concernant les questions liées à Eades et à Hospital Point, il était relevé de ses fonctions et remplacé. Il fallait tout recommencer depuis le début afin « d'éduquer » le nouveau gérant de district, ce qui était frustrant pour WFN.

Dès que la décision d'unir leurs forces a été prise, les deux communautés, sous la direction de WFN, ont élaboré un plan de communication politique. Par ailleurs, un expert des médias a été engagé afin de développer un plan médiatique et de rédiger les communiqués de presse quotidiens. De plus, un plan d'activités de manifestation a été développé, mais tenu confidentiel et dévoilé seulement aux membres des deux

communautés. Ces derniers connaissaient donc à l'avance les endroits où une manifestation devait se tenir, le message à véhiculer, comment le véhiculer, et qui allait parler au nom du groupe. Par exemple, pendant que les manifestants distribuaient des tracts expliquant la cause défendue par WFN, dans les divers endroits où se tenaient des journées de manifestation, les leaders politiques parlaient aux médias. Par ailleurs, chaque fois qu'une manifestation se tenait, un des membres de WFN filmait et quelqu'un allait porter le film à la station de télévision locale afin que l'événement puisse faire les nouvelles de 18h avec une copie du communiqué de presse. De cette manière, WFN s'assurait d'une couverture médiatique télévisée aux heures de grande écoute. Les manifestations n'étaient jamais au même endroit et se déroulaient de manière quotidienne, un peu partout dans les villes stratégiques du nord-est de l'Ontario, à Iroquois Falls où se trouvait l'usine de ACI, à Cochrane où étaient situés les bureaux locaux du MRNO, à Timmins où le bureau régional du MRNO se trouvait. Entre temps, les leaders politiques et leurs négociateurs étaient en contact avec les organisations politiques tribale, territoriale, provinciale et nationale pour obtenir leur soutien. D'ailleurs, le chef national de l'Assemblée des Premières Nations du Canada, Phil Fontaine, est venu dans la région et a survolé les sites où les barricades étaient situées. Il a aussi rencontré les leaders de même que les membres des communautés de WFN et TTFN qui se trouvaient aux barricades.

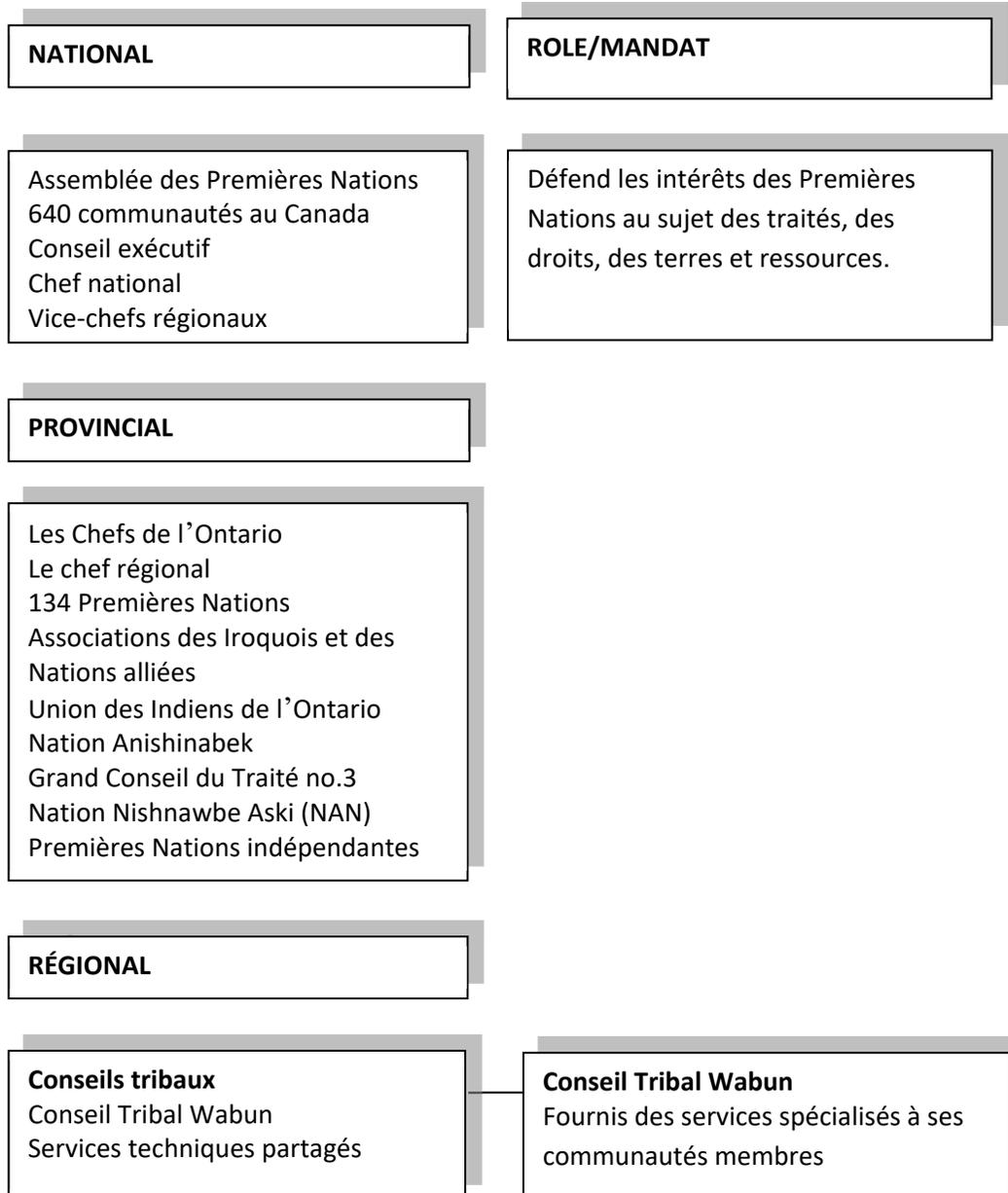


Figure 5.1. Organisations politiques du nord de l'Ontario et liens avec WFN (Smith, 2007; AFN, 2018; WTC, 2018; Marshall et al., 2019; NAN, 2019).

CHAPITRE VI DISCUSSION

L'objectif de ce mémoire de maîtrise était de documenter et d'analyser une situation lors de laquelle la Première Nation de Wahgoshig (WFN) a été confrontée à une multinationale qui voulait faire une coupe à blanc sur un territoire sacré, ce qui a engendré des gestes de résistance. Les négociations se sont déroulées sur fond de barricade, de grève de la faim et de diverses manifestations. Le mémoire visait aussi à comparer l'expérience de WFN à celle d'autres nations autochtones et d'en faire une analyse critique pour dégager les similitudes et les différences. Le choix des cas choisis pour fins de comparaison est le résultat d'une recherche documentaire qui a résulté en une catégorisation des gestes de résistance.

Certaines communautés autochtones au Canada comptent peu de membres et ont des moyens limités pour affronter les compagnies extractives et les gouvernements. Néanmoins, certaines de ces communautés ont réussi à résister aux pressions extérieures. C'est notamment le cas de WFN qui, après quelques mois de négociation intensive (résistance passive), de gestes d'éclat (résistance active) et de manifestations (résistance militante), a réussi à empêcher la coupe forestière de se faire en signant une entente à long terme sur la foresterie. Cette entente a ouvert la porte à plusieurs autres ententes négociées par la suite, tant dans le domaine forestier que minier. Cependant, ce mémoire ne traite que de l'épisode de résistance de WFN face à l'industrie forestière en 2000. Comme toute maîtrise, rien ne s'est fait en ligne droite. Alors que le titre a changé en cours de route pour mieux refléter le travail, la problématique et l'objectif sont restés les mêmes.

6.1 Approche de protestation préconisée

WFN était consciente des événements ayant mené à la mort du caporal Marcel Lemay à Oka (Québec) en 1990⁹ et de Dudley George à Ipperwash (Ontario) en 1995¹⁰. WFN détenait cette information d'un de ses négociateurs qui avaient représenté la région du Québec et du Labrador à quelques comités nationaux durant la crise d'Oka et qui était très au fait des événements au niveau national. C'est pourquoi WFN a préféré opter pour une approche pacifique et non violente, plus orientée vers la communauté, pour s'affirmer et résister. C'est ainsi qu'hommes, femmes et enfants se sont présentés à la barricade lors de la journée de lancement des manifestations qui allaient suivre, donnant le ton à la campagne qui venait de débiter. WFN voulait se défaire de l'image que se faisait généralement la population d'une Première Nation qui protestait : terroriste, armée et violente. La résistance se voulait pacifique et non violente, bien qu'il y ait eu une certaine forme de désobéissance civile par la mise en place de barricades. L'objectif de WFN était d'en arriver à une entente. La situation a eu lieu en 2000, un an avant les événements du 11 septembre 2001 avec l'attaque des tours jumelles à New York par le groupe Al-Qaïda, événements qui ont changé considérablement la dynamique d'utilisation d'actions politiques violentes (Berthelet, 2002), qui n'amènent désormais plus le soutien du public (Hodgins et al., 2003).

6.2 Similitudes entre les diverses manifestations

Le volumineux Rapport de la Commission d'enquête sur Ipperwash présidée par l'Honorable Sidney B. Linden, publié en mai 2007, a trouvé assez de similitudes entre les diverses manifestations autochtones pour dégager des caractéristiques communes. D'après Linden (2007), le catalyseur de la plupart des occupations ou manifestations est un différend sur les revendications territoriales, un lieu de sépulture, l'exploitation des ressources naturelles ou les droits de cueillette, de chasse et de pêche. Dans le cas

⁹ Pour en savoir plus sur les événements survenus à Oka : <https://www.erudit.org/fr/revues/raq/2009-v39-n1-2-raq3971/045005ar/resume/>

¹⁰ Pour en savoir plus sur les événements survenus à Ipperwash : <https://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/inquiries/ipperwash/fr/report/index.html>

de WFN, bien que le catalyseur ait été le même, c'est au niveau de l'approche et des gestes de résistance que se trouvent les différences.

La résistance qui ressemble le plus à celle utilisée par WFN et TTFN en 2000 est celle d'un groupe de Cris de Nemaska face au projet Eastmain-1-A-Rupert en 2001, qui visait à harnacher les rivières Rupert et Nottaway pour les dériver vers la rivière Broadback (Atkinson et Mulrennan, 2009). WFN a eu recours à 10 types de stratégies de résistance, contre 8 pour Nemaska. Contrairement à WFN, toutefois, le chef de Nemaska bien qu'étant contre le projet, n'a pu participer aux manifestations puisque le projet Eastmain-1-A-Rupert avait l'appui de la majorité des membres de la communauté et des élus du conseil de bande. Tout comme à WFN, les manifestants de Nemaska ont réussi à mobiliser des membres d'autres communautés autochtones (Atkinson et Mulrennan, 2009). La résistance des gens de Nemaska a permis de retirer la rivière Rupert du projet, qui aurait pu inonder une zone 20 fois plus grande (Feit, 2004; Atkinson et Mulrennan, 2009). Ainsi, les négociateurs de la Paix des Braves signée l'année suivante¹¹, ont dû se résigner à un projet plus modeste que prévu, donc moins destructeur du point de vue environnemental, ce qui rendait l'entente beaucoup plus attrayante pour les Cris (GCC, 2002; Atkinson et Mulrennan, 2009). La comparaison des stratégies de WFN et de Nemaska montre une forte similitude, si ce n'est le recours à la barricade par WFN et la déficience de ses moyens de communication comparativement à Nemaska. Les deux communautés ont opté pour la promotion d'une alternative : pour WFN, c'était d'opter pour la coupe sélective plutôt que la coupe à blanc, tandis que pour Nemaska, c'était de privilégier l'énergie éolienne plutôt que l'énergie hydro-électrique. Dans les deux cas, il s'agissait d'approches moins invasives du point de vue environnemental et plus acceptables culturellement et socialement.

¹¹ La *Paix des Braves*, conclue le 7 février 2002, est aussi connue comme « L'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec »
[http://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/ententes/cris/20020207.htm](http://www.autochtones.gouv.qc.ca/rerelations_autochtones/ententes/cris/20020207.htm)

6.3 Occupation pacifique

L'occupation pacifique de lieux spécifiques par les Autochtones aux États-Unis et au Canada a été utilisée pour affirmer et défendre les droits (Wilkes, 2006). Les exemples qui suivent ne sont qu'une infime partie des cas d'occupation dans les deux pays. Le premier remonte à 1969-1971, lorsque l'American Indian Movement (AIM)¹² a occupé de manière pacifique l'île d'Alcatraz, au large de San Francisco, pour la revendiquer en vertu d'un traité conclu avec le gouvernement américain qui leur concédait des droits sur des terres fédérales inoccupées (Churchill, 1997; History, 2019). Un an après cet événement, l'AIM a brièvement occupé le bureau des Affaires indiennes à Washington D.C. en 1972 pour protester contre les programmes visant à contrôler le développement dans les réserves autochtones (History, 2019). En 1974, les Mohawks des deux côtés de la frontière canado-américaine ont occupé un camp pour jeunes filles dans les Adirondacks de New York pour affirmer leur souveraineté territoriale (Kaufman, 1975; Wilkes, 2006). En 1980, dans un autre cas en Ontario cette fois, 80 Anicinapek ont occupé et revendiqué un parc local situé dans la ville de Kenora pour attirer l'attention du public sur la brutalité policière qui était faite aux Anicinapek, de même que sur les conditions sociales difficiles et la pauvreté qui sévissaient dans les réserves autochtones (Trumball, 1974; Wilkes, 2006). À Horton, au Kansas, les Nations Potawatomi et Kickapoo ont occupé le bureau des Affaires indiennes en 1975, menant au renvoi du surintendant qui n'était pas aimé des dirigeants autochtones (New York Times, 1975; Wilkes, 2006). Au Canada, les membres de la Première Nation de Peguis au Manitoba ont eux aussi occupé les locaux du Ministère des Affaires indiennes à de multiples occasions pour attirer l'attention sur la pauvreté qui sévissait dans leurs réserves autochtones (York, 1989; Wilkes, 2006). En comparaison, WFN et TTFN ont occupé le stationnement du Wal-Mart à Timmins et les manifestants se sont

¹² L'AIM a été fondé en 1968 en milieu urbain, d'abord avec la création des « Red patrols » dans les ghettos autochtones des grandes villes comme Minneapolis pour documenter les brutalités policières contre les Autochtones. L'AIM s'est ensuite développé et a englobé les revendications tribales aux États-Unis. (Cohen, 1973; Churchill, 1997; History, 2019)

fait inviter par la direction de l'établissement à quitter les lieux pour aller manifester ailleurs car ils perturbaient le bon déroulement du commerce. D'autres manifestations et occupations de quelques heures ont été tenues par WFN et TTFN devant les édifices publics gouvernementaux, dont les bureaux du MRNO de Cochrane et du gouvernement de l'Ontario à Timmins.

6.4 Occupation armée

Une des occupations armées les plus connues menées par les Autochtones au Canada et aux États-Unis est celle du site de Wounded Knee (Dakota du Sud) le 27 février 1973 par 200 Sioux membres de l'AIM, à l'endroit même où avait eu lieu le massacre de 300 Sioux par la 7^e Cavalerie de l'armée américaine en 1890. Cette occupation armée a duré 71 jours avant que les membres de l'AIM ne se rendent aux autorités (History, 2019). Les actions menées par l'AIM depuis ses débuts n'ont pas été cautionnées par plusieurs autorités autochtones américaines, dont le président du Conseil Tribal Oglala Sioux de la réserve autochtone de Pine Ridge (à proximité du site de Wounded Knee) qui a banni leurs activités dans la réserve autochtone (History, 2019). L'AIM y voyait un gouvernement corrompu et dictateur. En occupant Wounded Knee, l'AIM voulait obtenir une enquête fédérale sur l'administration et la gestion du Conseil Tribal ainsi que sur les dirigeants d'autres réserves autochtones ainsi que du Bureau des Affaires indiennes en lien avec les manquements aux traités conclus avec les Autochtones aux États-Unis. En février 1973, les membres d'AIM ont pris le contrôle de Wounded Knee, prenant en otage 11 alliés du président du Conseil Tribal, avant que les agents fédéraux ne fassent une descente causant un échange armé musclé avec AIM avant que des négociations ne se mettent en place pour la libération des otages (History, 2019).

Au Canada, la crise d'Oka a fait suite à une occupation armée de la société de guerriers (warriors) mohawk de Kanasatake, pour protester contre un projet de golf qui allait empiéter sur un cimetière traditionnel. Cette occupation armée a débuté en juin 1990 et a duré quatre mois (Guilbeault-Cayer, 2008). Le 11 juillet 1990, la Sûreté du Québec

est intervenue pour déloger les Mohawks et démanteler la barricade que ces derniers avaient érigée. Malheureusement, les choses ne se sont pas passées comme prévu car l'invasion a été suivie d'un échange de coups de feu entre les deux parties qui a résulté en la mort d'un caporal de la Sûreté du Québec et une fortification plus importante de la part des Mohawks (Labbé, 2015). Finalement, l'armée canadienne est intervenue à la demande du gouvernement du Québec, entraînant la reddition des Mohawks et 34 arrestations (Labbé, 2015). La crise d'Oka a créé une rupture dans la façon dont le gouvernement provincial gérait les revendications autochtones. En effet, en 1985, le Parti québécois de René Lévesque a rendu publique une politique de reconnaissance des 11 nations autochtones vivant sur le territoire québécois comportant entre autres la mise en place de dispositions concernant le règlement des revendications (SAA, 2014).¹³ WFN et TTFN n'ont pas utilisé l'occupation armée; elles ont plutôt opté pour l'occupation pacifique, non violente et communautaire, ce qui leur a attiré la faveur de l'opinion publique.

6.5 Barrages routiers

Les barrages routiers ont été plus populaires chez les Autochtones au Canada qu'aux États-Unis, même s'ils ont été utilisés dans les deux pays. Plusieurs Nations ont utilisé ce moyen de pression pour attirer l'attention du public sur leurs préoccupations. Dans le nord de l'Ontario, les membres de la communauté de White Dog ont barré la route sur leur réserve pour alerter l'opinion publique concernant la présence de mercure dans le bassin hydrologique de la rivière English Wabigoon du lac Supérieur et du déni des autorités politiques à cet égard (York, 1989; Wilkes, 2006). Dans l'Ouest canadien, plusieurs groupes ont aussi mis en place des barrages routiers, dont les Premières Nations Clayoquat et Ahousat, concernant un conflit forestier (Wilkes, 2006). Dans un autre cas de conflit forestier, les jeunes de la Nation Haida ont érigé un barrage routier

¹³ L'Assemblée nationale du Québec adoptait une motion présentée par le gouvernement de René Lévesque pour la reconnaissance des nations autochtones et de leurs droits : https://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/moments-marquants.htm

pour empêcher la compagnie Western Forest Products d'opérer dans les îles Lyell en Colombie-Britannique (Wilkes, 2006). En 1997, la Première Nation de Constance Lake (Ontario), a organisé une manifestation et érigé un barrage routier sur deux entrées menant aux opérations forestières de Lecours Lumber Company. La communauté dénonçait que les opérations forestières de la compagnie empiétaient sur les pratiques et la survie traditionnelles des membres de la communauté, surtout les trappeurs et les chasseurs (McKay, 2006). Pour ce qui est des communautés de WFN et de TTFN, elles ont fait des barricades (barrages routiers) sur les chemins menant aux chantiers d'ACI et pour empêcher la compagnie d'aller d'un chantier à un autre pour tenter de diviser la nouvelle alliance formée par les deux communautés (Burstein et al., 1995).

6.6 Caravane

Au Canada, une caravane interprovinciale a quitté Vancouver pour se diriger vers Ottawa en septembre 1974. Plusieurs milliers de personnes ont rejoint les manifestants devant le Parlement pour demander aux politiciens fédéraux de s'occuper de questions liées aux droits issus de traités, à la Loi sur les Indiens, aux revendications territoriales, à l'habitation, à l'éducation et à la santé, pour ne nommer que ceux-là (Harper, 1979; Wilkes 2006). Aux États-Unis, en 1972, plusieurs Autochtones ont voyagé dans une caravane connue sous le nom de *Trail of Broken Treaties*, en provenance de Seattle, de Los Angeles et de San Francisco pour se diriger vers Washington, D.C., afin de dénoncer le déménagement forcé des Cherokees de leur territoire ancestral du Sud-est américain vers l'Oklahoma, et aussi pour attirer l'attention sur la violation et le non-respect des traités conclus avec le gouvernement des États-Unis (Smith & Warrior, 1996; Waterman Wittstock et Stanislas, 2006; Wilkes, 2006). Par ailleurs, la marche de cinq mois en 1978, « la plus longue marche », de la Californie à Washington, a rassemblé 30 000 personnes pour attirer l'attention sur le retrait forcé des Autochtones de leurs territoires, de même que sur l'abrogation de leurs droits issus de traités (Nagel, 1996; Josephy et al., 1999; Wilkes, 2006). En ce qui concerne WFN et TTFN, elles se sont alliées avec la Première Nation de Grassy Narrows (GNFN) qui était aussi en

conflit avec ACI à cause de l’empoisonnement au mercure auquel ses membres faisaient face. Les trois communautés sont parties de GNFN pour se diriger vers Montréal, où était située la maison mère d’ACI, en passant par Thunder Bay, Sault Ste. Marie, Sudbury, North Bay, Toronto et Ottawa.

6.7 Réseautage

La création d’alliances ne date pas d’hier et les organisations jouent un rôle important dans le réseautage d’individus et de groupes. Une fois créées et opérationnelles, les alliances facilitent la diffusion à plus grande échelle de l’information, ce qui facilite la mobilisation (Diani, 1992; Freeman, 1999; Wilkes 2006). Pour Morissette (2004), les réseaux se constituent autour d’affinités, d’intérêts, pour former des alliances. Dans les années 1970, aux États-Unis, le mouvement du Red Power a été facilité et appuyé par plusieurs mouvements et organisations, parmi lesquelles les plus importantes étaient le National Youth Council et l’AIM. Au Canada, lors d’actions collectives, l’appui d’organisations a été moins présent qu’aux États-Unis (Wilkes, 2006). Dans les années 1980, les Cris du nord du Québec utilisaient déjà un réseautage international pour faire valoir leurs droits par rapport aux projets de développement hydro-électrique (Papillon, 1999). WFN et TTFN ont créé une alliance pour défendre leurs droits et leurs intérêts dans leur lutte contre ACI. Ces deux communautés se sont affiliées à une troisième communauté, GNFN, lors de la caravane interprovinciale. En joignant leurs forces dans une stratégie de réseautage, les communautés évitent de prêter flanc à la stratégie de « diviser pour mieux régner » qui est parfois utilisée par les industries extractives et les gouvernements (Whiteman, 2009; Asselin, 2011).

6.8 Grève de la faim

En Bolivie, la grève de la faim collective a été utilisée de manière sporadique, mais à plusieurs occasions depuis 1949 pour différentes revendications. Ce geste de résistance a été utilisé la plupart du temps par les femmes. Par exemple, la grève de la faim en 1977 a non seulement été un succès, mais elle a été utilisée non pas dans un contexte

démocratique, mais bien dans un contexte de dictature (Siméant et Lavaud, 1978). D'autres moyens d'action communément utilisés par les hommes ont été tentés, mais ils n'ont pas connu le même succès.

La grève de la faim a été utilisé par d'autres peuples autochtones, dont 3427 prisonniers politiques Mapuches au Chili en 2010 (Pantel, 2012) et les mères mapuches en 2002 (Lavanchy, 2007); Joe Forbister à Grassy Narrows (Ontario) en 2002 en lien avec un conflit forestier (McKay, 2006); la cheffe Theresa Spence à Attawapiskat (Ontario) (Allal, 2010; Beaulieu et al., 2013); la grande cheffe des Anicinapek Verna Polson en 2019 (Bélanger, 2012). La grève de la faim s'est même rendue aux Nations Unies lorsque des dirigeants hommes et femmes ont témoigné de leur détermination en 2005 à aller jusqu'au bout pour faire valoir leurs droits et en 2009, où des femmes se sont mises debout côte à côte formant un cercle qui a entouré l'immense salle de l'Instance permanente à New York, pour que la situation des femmes autochtones soit traitée en droit (Bellier, 2014). Certains membres de WFN et de TTFN ont utilisé la grève de la faim pour accroître la pression sur ACI et le MRNO, mettant leur santé en péril pour démontrer le sérieux et l'importance de leur cause.

6.9 Rôles des femmes et des enfants

Les femmes ont joué un rôle dans des manifestations dans certaines parties du monde. Ainsi, en 1973, en Amérique du Sud, au lendemain du coup d'État dirigé par l'armée chilienne contre le gouvernement en place, un représentant de la droite du Brésil déclarait à une journaliste du Washington Post, qu'une fois les Chiliennes sorties dans la rue, cela envoyait dès lors un signal très fort que les jours du gouvernement en place étaient comptés. Le représentant a poursuivi en mentionnant que les femmes constituaient l'arme la plus efficace en politique puisqu'elles avaient du temps; qu'elles étaient douées d'une grande capacité émotionnelle et qu'elles se mobilisaient rapidement (Capdevila, 2001). Les femmes avaient aussi l'habileté de persuader les militaires qui bénéficiaient d'un appui important dans la population (Mattelart, 1974;

Capdevila, 2001). Les partis de droite du Cône sud percevaient les femmes comme une arme capable de déstabiliser les gouvernements démocratiques progressistes dans les années 1960-1970.

Aux États-Unis, les femmes prenaient plus de place que les hommes au sein de l'AIM pendant l'occupation d'Alcatraz de 1969 à 1971 et de Wounded Knee en 1973. Les hommes ont cependant joué un rôle public plus important que les femmes à l'exception des femmes âgées qui ont joué un rôle prédominant durant l'occupation de Wounded Knee (Langston, 2009).

En 1977, quatre mineurs se sont fait licencier et emprisonner en Bolivie dans un contexte de dictature. Leurs femmes ont fait une grève de la faim pour les soutenir (Lavaud, 1999). Ces femmes, accompagnées de leurs 14 enfants, ont présenté une série de revendications au gouvernement (Capdevila, 2001). Cette grève de la faim a permis de mobiliser un soutien international et d'obtenir la visite de représentants d'organisations internationales de droits humains, en plus d'avoir entraîné des grèves et manifestations dans tout le pays (Lavaud, 1999; Capdevila, 2001).

Les femmes de WFN ont agi comme paravent durant les manifestations mobiles pour protéger les personnes qui auraient pu avoir un dossier criminel puisque les agents de la paix prenaient des informations sur les personnes présentes durant les manifestations et que ceux qui possédaient un dossier criminel risquaient de se faire arrêter. Par ailleurs, les enfants de la communauté se sont présentés en compagnie de leurs parents durant la première journée de manifestation pacifique, communautaire et familiale, qui s'est déroulée devant la barricade érigée à Eades le 26 avril 2000 pour protéger Hospital Point. De plus, certains enfants se sont présentés de temps à autre lors de manifestations mobiles tenues un peu partout dans la région périphérique de leur lieu de résidence pour leur permettre de continuer à assister à leurs cours.

6.10 Gardiens du territoire

Certains traits caractéristiques et certains concepts liés au territoire et aux gardiens du territoire peuvent se ressembler, mais peuvent aussi varier selon la croyance culturelle, la vision mythologique (Beaucage et Scott, 2017) et les préoccupations spatiales (Hamelin, 2005) de différentes nations autochtones dans le monde. Ces caractéristiques et ces croyances conceptuelles culturelles et sociales peuvent prendre différentes formes structurelles et organisationnelles. Au sud du Chili par exemple, le territoire mapuche, *Wall Mapu* (Grebe 1993-1994; Cloud et LeBonniec, 2012) possède une riche texture de vie, d'histoire et d'identité (Beaucage et Scott, 2017). Pour la mythologie mapuche, chaque entité du cosmos possède son propre *Ngen* (esprit de la nature et gardien de la force qui équilibre et qui harmonise la nature). Ces mêmes forces protègent les différents espaces et les éléments du *Wall Mapu*. Chaque *Ngen* a un rôle à jouer et occupe un espace qu'il protège (Grebe 1993-1994; Cloud et LeBonniec, 2012). Pour Cloud et LeBonniec (2012), une multitude de *Ngen* cohabitent : *Ngen Mapu* (terre), *Ngen Ko* (eau), *Ngen Lafken* (mer), *Ngen Kiixal* (feu), *Ngen Kurruf* (vent), *Ngen Pillan* (volcan), *Ngen Küra* (pierres), *Ngen Leufu* (rivières), etc.

Au Mexique, la situation est différente; la motivation des Autochtones est plutôt orientée vers des préoccupations spatiales contrairement aux Mapuches du Chili qui se sont orientés sur un modèle basé sur des concepts culturels, spirituels et naturels (Cloud et LeBonniec, 2012). Des Autochtones au Mexique ont formé un modèle de démocratie communautaire coopérative régionale, la Tosepan Titataniske, formée en 1977. Cet organisme avait d'abord pour but d'obtenir de meilleurs prix pour les produits agricoles. Dans ce processus, ce sont les assemblées locales et régionales qui définissent les orientations et qui discutent des solutions aux problèmes. Par exemple, devant l'invasion de leurs terres par une compagnie minière mexicaine les Autochtones ont formé, en 2012, le Consejo Maseual "Altepe Tajpianij" (Conseil nahua « les Gardiens du Territoire ») (Beaucage et Scott, 2017). D'autres actions ont été entreprises, dont une injonction qui a paralysé en 2015, des activités d'exploration

basées sur un plan d'aménagement écologique intégral approuvé en 2008 par une municipalité mexicaine. Par ailleurs, certaines communautés de la vallée de l'Apulco se sont mobilisées, d'abord de manière isolée, puis en mettant sur pied une plus grande organisation pour lutter contre un projet de construction d'un complexe de cinq barrages hydro-électriques (Beaucage et Scott, 2017).

Au Canada, les Cris de Eeyou Istchee (territoire traditionnel) agissent comme gardiens des Indoh-hoh Istchee (terrains de chasse). Les chefs des terrains de chasse familiaux (Indoh-hoh Istchee Ouje-Maao, *tallymen*) forment la base de l'autorité de gouvernance (Cree Naskapi Commission, 2013). Quand une compagnie extractive veut opérer sur Eeyou Istchee, elle doit d'abord consulter et s'entendre avec les Indoh-hoh Istchee Ouje-Maao. Ces derniers ont remarqué avec le temps que les compagnies respectent souvent les clauses économiques, mais qu'il en va tout autrement pour l'environnement et le mode de vie traditionnel (Beaucage et Scott, 2017).

Les Hurons-Wendat se présentent aussi comme les gardiens du territoire forestier (Conseil de la Nation Huronne-Wendat 2004), non pas simplement pour préserver les ressources pour les générations à venir, mais plutôt parce que le territoire est la matrice de leur culture (Martin et Girard, 2009). Les enfants reçoivent un double héritage, d'abord génétique, puis culturel. Leur éducation à cet égard est pourvue par la mère selon sa vision et sa compréhension du monde. Le fait de protéger le territoire va avec la nécessité de capitaliser sur la continuité de la culture (Martin et Girard, 2009). Les Hurons-Wendat sont tous égaux; il n'y a donc pas de hiérarchisation dans cette nation (Sioui, 1991; Lévesque, 2018).

À WFN, les gardiens du territoire sont les familles de la communauté. Ces dernières occupent et utilisent le territoire ancestral. On reconnaissait et on reconnaît encore de nos jours les limites territoriales par des points de repère naturels (McKay, 2006). Plusieurs membres de WFN ont grandi et certains sont même nés sur les territoires de chasse familiaux qu'ils continuent à fréquenter de nos jours tout comme l'ont fait leurs

ancêtres. Dans chaque famille, il y a un chef qui est responsable de la gestion du territoire familial. La tenure territoriale et l'occupation du territoire de WFN sont basées sur un système de clans familiaux qui décident de la grandeur et du lieu d'occupation de chaque clan familial. La famille doit occuper à longueur d'année le territoire qui lui était assigné (MacKay, 2006). Par ailleurs, les consultations menées en 2000 auprès des membres de la communauté de WFN durant les événements à Hospital Point ont montré que WFN a réitéré le principe selon lequel la communauté a la responsabilité de protéger et de préserver son territoire ancestral comme elle l'a toujours faite traditionnellement. Ce qui était nouveau, par contre, c'était ce que la communauté ne pouvait pas protéger. WFN devait tenter tout en son pouvoir pour obtenir une entente avec la compagnie extractive, de manière à lier les parties et avoir l'occasion de mener elle-même les opérations, surtout aux endroits à haute valeur autochtone. Cela combiné avec la présence régulière de ses membres sur le territoire ancestral, il était plus facile pour WFN de mieux contrôler et de mieux surveiller ce qui se passait sur les sites sacrés, dont les cimetières et les sépultures autour du lac Abitibi. Par ailleurs, la richesse de la biodiversité de la forêt boréale que l'on trouve sur le territoire traditionnel représente pour les membres de WFN le garde-manger et la pharmacie qu'ils doivent protéger. WFN doit continuer à préserver et à protéger ces sites.

CONCLUSION

Bien qu'il existe de plus en plus de littérature scientifique sur le mouvement de résistance autochtone face aux industries extractives, peu d'accent a été mis jusqu'à maintenant sur les tensions entre les différents niveaux de gouvernements locaux et régionaux, de même qu'au sein des communautés autochtones.

L'objectif principal de cette étude était de documenter les gestes de résistance de la Première Nation de Wahgoshig (WFN) contre la multinationale Abitibi-Consolidated inc. (ACI). Plus précisément, il s'agissait : (1) d'identifier les gestes de résistance posés par le Conseil et les membres de WFN pour lutter contre ACI afin de protéger le territoire; (2) de déterminer les moyens dont disposait la communauté pour faire valoir son point de vue et ses besoins et pour poser des gestes de résistance; (3) d'établir la relation entre les membres de la communauté et le Conseil durant les événements, notamment en ce qui concerne l'attribution des mandats; et (4) de documenter les gestes politiques du Conseil pour défendre sa cause auprès des organismes politiques autochtones, des compagnies extractives, des gouvernements et des médias.

WFN a d'abord tenté de régler le conflit par une approche de négociation avec ACI et le Ministère des Richesses naturelles de l'Ontario (MRNO). Cependant, la négociation à elle seule n'ayant pas suffi, WFN a dû avoir recours à d'autres options mises en œuvre selon un plan stratégique de résistance soigneusement orchestré. Les négociations se sont déroulées sur fond de barricades, de grève de la faim et de manifestations mobiles pacifiques et empreintes de spiritualité tenues à des endroits stratégiques. Cette façon de faire a eu un effet de surprise et a évité à WFN de se faire servir une injonction, ce qui serait sûrement arrivé si la communauté avait adopté une position statique.

WFN disposait de très peu de moyens et a dû améliorer ses outils de communication par l'utilisation de téléphones cellulaires/satellites et de télécopieurs hors de la communauté pour joindre plus efficacement le public et les manifestants. Différents moyens ont été utilisés pour tenir les membres de la communauté informés des résultats des différentes actions posées : porte-à-porte, bouche à oreille et bulletins d'information communautaires. Ainsi, WFN a d'abord utilisé ses propres moyens pour disséminer l'information, pour ensuite avoir recours aux services d'un professionnel des communications provenant de Nishnawbe Aski Nation (NAN). WFN a également retenu les services d'un consultant spécialisé en foresterie. Les assemblées générales des membres de la communauté ont permis à WFN de pourvoir aux mandats nécessaires aux actions clés de la résistance et de donner des directives et des mandats clairs. La bonne communication entre le Conseil, les membres et les autres acteurs clés a permis une meilleure coordination des gestes de résistance.

En s'alliant avec la communauté voisine de Taykwa Tagamou First Nation (TTFN), WFN a donné un élan plus fort à sa résistance. Les deux communautés ont su capitaliser leurs ressources et leurs actions en les combinant. Les appuis que WFN et TTFN ont réussi à obtenir d'organisations politiques dont elles étaient membres ainsi que d'autres organisations autochtones territoriales et nationales ont permis de bénéficier d'un poids politique plus important et d'une visibilité accrue. Le soutien du public et d'autres organisations, dont les municipalités et les ONG, a aussi été crucial.

WFN s'en est plutôt bien tirée compte tenu de sa petite taille et de ses ressources humaines et matérielles limitées. Le plan stratégique de résistance développé par la communauté n'est pas étranger au succès de sa démarche. Tandis que les gestes de résistance utilisés par WFN n'étaient pas nouveaux, c'est la façon de les mettre en œuvre qui a fait la différence. D'abord, WFN a su se dégager de la vision péjorative qu'avait le public des résistances autochtones, les considérant comme une menace à l'ordre et à la sécurité publique par un groupe belliqueux. L'approche familiale et

communautaire pacifique a su attirer une certaine empathie du public, dans une région où l'extraction des ressources naturelles est l'un des principaux moteurs de l'économie.

La spiritualité dont était empreinte la démarche de WFN, qui s'est faite au chant des tambours et impliquait des cérémonies sur les lieux de manifestation, était aussi inédite. Cette spiritualité a permis de maintenir un calme relatif et de rendre plus positive la perception du public à l'égard de la défense du territoire et de la culture.

L'aspect mobile des gestes de résistance était un autre aspect original de la démarche de WFN. Les déplacements constants sur le territoire ont permis à WFN de réduire sa vulnérabilité en ne prêtant pas flanc à une démonstration de force des autorités. La mobilité a non seulement permis à WFN de consolider des alliances avec d'autres communautés et organisations en Ontario et au Québec, mais aussi de sensibiliser l'opinion publique à sa cause.

Tous les membres de WFN, hommes, femmes et enfants, ont participé à la résistance de près ou de loin. En se focalisant sur les gestes de résistance elles-mêmes, cette recherche n'a pu se pencher sur les émotions vécues par les membres de la communauté durant la résistance. De telles mobilisations collectives sont éprouvantes, surtout dans une petite communauté éloignée. Des recherches futures pourraient documenter les stratégies de résilience individuelle, familiale et collective.

Une autre piste de recherche serait d'étudier un ou des cas où la résistance n'a pas donné les résultats escomptés. Pour un cas de réussite comme WFN, plusieurs autres n'ont pas donné les résultats escomptés. Certaines situations tournent mal et font les manchettes. Le plus récent exemple est sans doute celui de la résistance des chefs traditionnels Wet'suwet'en face à un projet de construction d'oléoduc. Alors que de nombreux commentateurs s'empressent d'analyser de telles situations de l'extérieur, il conviendrait de sonder les premiers intéressés : les membres des communautés.

RÉFÉRENCES

- AFN. (2018). Assemblée des Premières Nations. <https://www.afn.ca/fr/accueil/>
- Alfred, T. (2005). *Wasáse: Indigenous pathways of action and freedom*. Toronto : University of Toronto Press.
- Allal, A. (2010). Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire : Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008). *Politique africaine*, 117(1), 107-125.
- Allen, T. (2010). Liberalism, social democracy and the value of property under the European Convention on Human Rights. *International & Comparative Law Quarterly*, 59(4), 1055-1078.
- Ampleman, L. (2001). Plan de transport de l’Abitibi-Témiscamingue : Réseau ferroviaire – Rôle de l’État. Étude technique, Ministère des Transports, Direction de l’Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec.
- Anderson, R.B., Dana, L.P. & Dana, T.E. (2006). Indigenous land rights, entrepreneurship, and economic development in Canada: “Opting in” to the global economy. *Journal of World Business*, 41(1), 45-55.
- Angell, A.C. & Parkins, J.R. (2011). Resource development and aboriginal culture in the Canadian north. *Polar Record*, 47(1), 67-79.
- APNQL. (2015). *Protocole de recherche des Premières Nations du Québec et du Labrador*. Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador.
- Ariss, R. & Cutfeet, J. (2011). Kitchenuhmaykoosib Inninuwug First Nation: mining, consultation, reconciliation and law. *Indigenous Law Journal*, 10(1), 1-37.
- Asch, M. & Macklem, P. (1991). Aboriginal rights and Canadian sovereignty: An essay on R. v. Sparrow. *Alberta Law Review*, 29, 498-517.
- Asselin, H. (2011). Plan Nord : les Autochtones laissés en plan. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(1), 37-46.
- Asselin, H. (2015). Indigenous forest knowledge. Dans: K. Peh, R. Corlett & Y. Bergeron (Dir.), *Routledge handbook of forest ecology*. New York : Routledge, pp. 586-596.

- Asselin, H. & Basile, S. (2012). Éthique de la recherche avec les peuples autochtones. Qu'en pensent les principaux intéressés? *Éthique publique*, 14(1), 333-345.
- Atkinson, M. & Mulrennan, M.E. (2009). Local protest and resistance to the Rupert diversion project, Northern Quebec. *Arctic*, 62(4), 468-480.
- Beaucage, P. & Scott, C. (2017). Compte rendu de « Lutttes autochtones pour le territoire : Amérique latine et Québec ». *Recherches amérindiennes au Québec*, 47(2-3), 190-195.
- Beaulieu A., Gervais S. & Papillon M. (2013). *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Bélanger, L. (2012). Verna Polson poursuit sa grève de la faim devant le 100, rue Wellington à Ottawa. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1205502/greve-faim-ambassade-territoire-algonquin-ottawa>
- Bellier, I. (2010). Les Peuples autochtones et la crise mondiale. *Multitudes*, 2, 129-136.
- Bellier, I. (2014). La *performativité* de la Déclaration des droits des peuples autochtones. *Cultures-Kairós*, Justice, Droit, Performativité, 1-14.
- Berthelet, P. (2002). L'impact des événements du 11 septembre sur la création de l'espace de liberté, de sécurité, et de justice. Partie 2. *Cultures & Conflits* 46, 799.
- Bombay H. & Smith P. (2000). *Aboriginal participation in forest management – not just another stakeholder*. National Aboriginal Forestry Association. Position paper 17.
- Booth, A.L. & Muir, B.R. (2011). Environmental and land-use planning approaches of Indigenous groups in Canada: An overview. *Journal of Environmental Policy & Planning*, 13(4), 421-442.
- Booth, A.L. & Skelton, N. (2008). *Indigenous community values and commercial forestry: A case study of Tl'azt'en Nation*. Natural Resources and Environmental Studies Institute Occasional Paper No. 3. Prince George: University of Northern British Columbia.
- Booth, A.L. & Skelton, N.W. (2011). Improving First Nations' participation in environmental assessment processes: recommendations from the field. *Impact Assessment and Project Appraisal*, 29(1), 49-58.
- Bousquet, M.-P. (2016). *Les Anicinabek, du bois à l'asphalte : le déracinement des Algonquins du Québec*. Rouyn-Noranda : Éditions du Quartz.
- Buckthought, M. (2000). Protesting clearcutting in northern Ontario. *Peace and Environment News*, juillet-août.

- Burstein, P., Einwohner, R.L. & Hollander, J.A. (1995). The success of political movements: A bargaining perspective. Dans J.C. Jenkins & B. Klandermans (Dir.), *The politics of social protest: Comparative perspectives on states and social movements*. Minneapolis : University of Minnesota Press, pp. 275-295.
- Canada. (2014). *EPTC 2 – Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*. Ottawa : Secrétariat sur la conduite responsable de la recherche.
- Canada (2016). *Population inscrite à partir de septembre, Première Nation de Wahgoshig*. Date de modification: 2017-03-28.
- Capdevila, L. (2001). Résistance civile et jeux de genre. *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 108(2), 103-128.
- Churchil W. (1997). The bloody wake of Alcatraz: Political repression of the American Indian Movement during the 1970's. Dans *Putting the movement back into civil rights teaching*. <http://www.civilrightsteaching.org>.
- Clark, C. (2000). Wahgoshig First Nation protests clear-cutting. *The Cochrane Times*, April 2.
- Cloud, L. & LeBonniec F. (2012). Entre logiques d'État et autochtonie : dynamiques de la territorialité mapuche à l'heure du droit à l'autodétermination des Peuples autochtones. *quaderns-e*, 17(1), 25-43.
- Coburn, E. (2015). An introduction: Indigenous resistance and resurgence. In: Coburn, E. & LaRocque, E. (Dir.) *More will sing their way to freedom: Indigenous resistance and resurgence*. Halifax : Fernwood, pp. 24-49.
- Cohen, F.G. (1973). The Indian Patrol in Minneapolis. *Law and Society Review*, 7(4), 779-786.
- Conde, M. & Le Billon, P. (2017). Why do some communities resist mining projects while others do not? *Extractive Industries and Society*, 4(3), 681-697.
- Conseil de la Nation Huronne-Wendat. (2004). *Mémoire de la Nation huronne-wendat concernant la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise*. Wendake : Conseil de la Nation huronne-wendat.
- Corntassel, J. & Scow, M. (2017). Everyday acts of resurgence: Indigenous approaches to everydayness in fatherhood. *New Diversities*, 19(2), 55-68.
- Cree Naskapi Commission. (2013). *Indoh-hoh Istchee Ouje-Maaoo*. Discussion Paper, March 19.
- Dale, D. (2000). Regardless of Wahgoshig's concerns, Abitibi-Consolidated and MNR went ahead with clear-cutting plans. *Anishinabek News*, mai.
- Dane, J. (2000). First Nations Protest. *The Mirror*, 2(18) 5 mai.

- Deneault, A., Abadie, D. & Sacher, W. (2008). Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique. *Communications*, 2, 1.
- Diani, M. (1992). The concept of a social movement. *Sociological Review*, 40, 1-25.
- Dufour, P. (1998). Les formes de résistance politique des sans-emploi. *Lien social et Politiques*, 39, 73-85.
- Ehrnström-Fuentes, M. (sous presse). Confronting extractivism – the role of local struggles in the (un)making of place. *Critical Perspectives on International Business*.
- Fallery, B. & Rodhain, F. (2007). Quatre approches pour l'analyse de données textuelles : lexicale, linguistique, cognitive, thématique. XVI^e conférence de l'Association internationale de management stratégique AIMS, pp 1-16.
- Feit, H.A. (2004). Hunting and the quest for power: The James Bay Cree and whitemen development. Dans R.B. Morrisson & C.R. Wilson (Dir.), *Native Peoples: The Canadian experience*. Oxford: Oxford University Press, pp. 101-128.
- Fernandes, D. (2006). *The legacy of condition 77: Past practices and future directions for Aboriginal involvement in forestry in Ontario*. Mémoire de maîtrise, Faculty of Forestry, University of Toronto.
- Fidler, C. (2010). Increasing the sustainability of a resource development: Aboriginal engagement and negotiated agreements. *Environment, Development and Sustainability*, 12(2), 233-244.
- Fiser A. (2009). *The K-Net broadband governance model: How social enterprise integrated public, for-profit, and not-for-profit institutions to enable broadband community networking in Canadian Aboriginal high cost serving areas (circa 1997 to 2007)*. Thèse de doctorat, Faculty of Information, University of Toronto.
- Freeman, J. (1999). On the origins of social movements. Dans : Freeman, J. & Johnson, V. (Dir.), *Waves of protest: Social movements since the sixties*. Lanham: Rowman & Littlefield, p. 7-24.
- GCC (Grand Council of the Crees). (2002). *An interview with Ted Moses*. http://www.gcc.ca/gcc/eeyou_nation_feb.pdf.66-12.
- Grebe, M.E. (1993-1994). El subsistema de los Ngen en la religiosidad mapuche. *Revista Chilena de Antropología*, 12, 45-64.
- Grech R. (2000a). Drum ceremony marks second day of Native protest. *The Daily Press*, April 29.
- Grech R. (2000b). Wahgoshig protest targets MNR office. *The Daily Press*, May 2.

- Griffin, T. (2001). *Lake Abitibi Model Forest local level indicator status report: 2000-2001*. Lake Abitibi Model Forest, Model Forest Network, Cochrane, Ontario.
- Guilbeault-Cayer, É. (2008). *L'État québécois et la crise d'Oka de 1990 : mutations des politiques en matière de gestion des revendications amérindiennes, 1985-2001*. Mémoire de maîtrise, Département d'histoire, Université Laval.
- Hamelin, L.-E. (2005). La dimension nordique de la géopolitique du Québec. *Globe*, 8(1), 17–36.
- Harper, V. (1979). *Following the Red Path: The Native People's Caravan*. Toronto, ON : NC Press.
- History. (2019). *American Indian Movement (AIM) ends occupation of Wounded Knee. This day in History, May 08, 1973*. <https://www.history.com/this-day-in-history/aim-occupation-of-wounded-knee-ends>.
- Hodgins, W., Lischke, U. & McNab, D.T., Dir. (2003). *Blockades and resistance: Studies in actions of peace and the Temagami Blockades of 1988-89*. Waterloo : Wilfrid Laurier University Press.
- Hollander, J.A. & Einwohner, R.L. 2004. Conceptualizing resistance. *Sociological Forum*, 19(4), 533-554.
- Josephy, A.M., Nagel, J. & Johnson, T. (1999). *Red Power: The American Indians' fight for freedom*. Lincoln: University of Nebraska Press.
- Kataquapit, X. (1999). Issues About us – Getting online. *The Nation*, December 3. <http://www.nationnewsarchives.ca/article/gtting-online/>
- Kaufman, M.T. (1975). Mohawk Council convening today. *The New York Times*, December 25, p. 30.
- Labbé F. (2015). Comment la crise d'Oka a transformé le travail des policiers. *Radio-Canada*, 8 juillet.
- Lagowski, K. (2012). *Solid Gold, Wahgoshig Nation, clash junior miners takes on injunction against exploration*. Canadian Institute of Mining, Metallurgy and Petroleum.
- Lane, M.B. (2001). Affirming new directions in planning theory: comanagement of protected areas. *Society & Natural Resources*, 14(8), 657-671.
- Langston, D.H. (2009). American Indian women's activism in the 1960s and 1970s. *Hypatia*, 18(2), 114-132.
- Lavanchy A. (2007). Les mères mapuche : une périphérie incontournable de l'imaginaire national chilien. *Journal des anthropologues, Hors-série*, 157-171.

- Lavaud, J.P. (1999). *La dictature empêchée : la grève de la faim des femmes de mineurs, Bolivie, 1977-1978*. CNRS éditions.
- Lertzman, D.A. & Vredenburg, H. (2005). Indigenous peoples, resource extraction and sustainable development: An ethical approach. *Journal of Business Ethics*, 56(3), 239.
- Lévesque, C. (2018). L'enseignement de l'univers social au primaire d'un point de vue autochtone. *McGill Journal of Education*, 53(1), 47-67.
- Linden, S.B. (2007). *Rapport de la Commission d'enquête sur Ipperwash, volume 2, chapitre 2 : Notions élémentaires sur les occupations autochtones*. Publications de l'Ontario.
- Marshall, T., Posluns, M. & Hall, A.J. (2019). *Assemblée des Premières Nations*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/assemblee-des-premieres-nations>
- Martin, T. & Girard, A. (2009). Le territoire, « matrice » de culture : analyse des mémoires présentés par les Premières Nations du Québec à la Commission Coulombe. *Recherches amérindiennes au Québec*, 39(1-2), 61-70.
- McCarthy, J. (2006). Neoliberalism and the politics of alternatives: Community forestry in British Columbia and the United States. *Annals of the Association of American Geographers*, 96(1), 84-104.
- McKay W.M (2006). *Confrontations over resources development*. NAPS - Ipperwash Inquiry, 7 août.
- Morriseau, A. & Wright, N. (2011). *Strong support for Wahgoshig First Nation and Kitchenuhmaykoosib Inninuwug*. Chiefs of Ontario, Press release.
- Morissette, A. (2004). *De la forêt à la réserve, la mosaïque politique d'une bande autochtone : L'exemple des Atikamekw de Manawan (Québec)*. Mémoire de maître, Département d'anthropologie, Université de Montréal.
- Mukamurera, J., Lacourse, F. & Couturier, Y. (2006). Des avancées en analyse qualitative : pour une transparence et une systématisation des pratiques. *Recherches qualitatives*, 26(1), 110-138.
- Nagel, J. (1996). *American Indian ethnic renewal: Red Power and the resurgence of identity and culture*. Oxford: Oxford University Press.
- NAN. (2019). *About us*. Nishnawbe Aski Nation. <http://www.nan.on.ca/article/about-us-3.asp>.
- New York Times. (1975). Kansas tribes oust Indian Bureau aide. *The New York Times*, 11 Avril, p. 33.

- O'Reilly J. (1984). La Loi constitutionnelle de 1982. Droit des autochtones. *Les Cahiers de Droit*, 25(1), 125-144.
- Ortner, S.B. (1995). Resistance and the problem of ethnographic refusal. *Comparative Studies in Society and History*, 37(1), 173-193.
- Palmer, B. (2003). What's law got to do with it? Historical consideration on class struggle, boundaries of constraint, and capitalist authority. *Osgoode Hall Law Journal*, 41(2/3), 465-490.
- Pantel, B. (2012). La persistance de la criminalisation de la demande territoriale mapuche au Chili. *Chronique des Amériques*, avril.
- Papillon M. (1999). Mouvements de protestation et représentation identitaire : l'émergence politique de la nation crie entre 1971 et 1995. *International Journal of Canadian Studies*, 20, 101-122.
- Pasternak, S. (2017). *Grounded authority: The Algonquins of Barriere Lake against the state*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Poirier, S. (2010). Change, resistance, accommodation and engagement in Indigenous contexts: A comparative (Canada-Australia) perspective. *Anthropological Forum*, 20(1), 41-60.
- Pollock, J.W. (1995). *Cultural Heritage Project: Final Report*. New Liskeard : Settlement Surveys Ltd.
- Queenston Mining. (2002). *Project Update – Lake Abitibi Project*. News Release. Toronto : Queenston Mining Inc.
- Rao, K. & Geisler, C. (1990). The social consequences of protected areas development for resident populations. *Society & Natural Resources*, 3(1), 19-32.
- Ripoll, F. (2008). Espaces et stratégies de résistance: répertoires d'action collective dans la France contemporaine. *Espaces et Sociétés*, 134, 83-97.
- Rodon, T. (2003). *En partenariat avec l'État. Les expériences de cogestion des Autochtones du Canada*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Rodon, T. (2009). La participation des Autochtones aux processus de consultation : entre manipulation et reconnaissance. *L'État du Québec*, 385.
- Ruhnke T. (2000). First Nation claims sacred areas clear-cut by Abitibi-Consolidated – Blockade goes up north of lake; peaceful protests are to follow. *The Enterprise*, avril.
- SAA (Secrétariat aux affaires autochtones). (2014). *Moments marquants*. https://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/moments-marquants.

- Saint-Arnaud, M. (2009). *Contribution à la définition d'une foresterie autochtone : le cas des Anicinapek de Kitcisakik (Québec)*. Thèse de doctorat, Institut des sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal.
- Scott, J.C. (1985). *Weapons of the weak: Everyday forms of peasant resistance*. New Haven : Yale University Press.
- Siméant, J. & Lavaud, J.-P. (2000). La dictature empêchée. La grève de la faim des femmes de mineurs. Bolivie, 1977-1978. *Revue française de sociologie*, 41(3), 587-590.
- Simpson, L.B. (2016). Indigenous resurgence and co-resistance. *Critical Ethnic Studies* 2(2), 19-34.
- Sioui, G.E. (1991). Entrevue. *Québec français*, 80, 76-78.
- Smith, M.A. (2007). *Creating a new stage for sustainable forest management through co-management with aboriginal peoples in Ontario – The need for constitutional-level enabling*. Thèse de doctorat, Faculty of Forestry, University of Toronto.
- Smith, P.C. & Warrior, R.A. (1996). *Like a hurricane: The Indian movement from Alcatraz to Wounded Knee*. New York : New Press.
- Smollan, R.K. (2011). The multi-dimensional nature of resistance to change. *Journal of Management and Organization*, 17(6), 828-849.
- Stevenson, M.G. & Webb, J. (2003). Just another stakeholder? First Nations and sustainable forest management in Canada's boreal forest. Dans P.J. Burton, C. Messier, D.W. Smith & W.L. Adamowicz (Dir.), *Towards sustainable management of the boreal forest*. Ottawa : NRC Research Press, pp. 65-112.
- Taillon J. (2000). Ontario band steps closer to resolving logging dispute. *Windspeaker*, 18(3).
- Tobias, J.K. & Richmond, C.A. (2014). "That land means everything to us as Anishinaabe.": Environmental dispossession and resilience on the North Shore of Lake Superior. *Health & Place*, 29, 26-33.
- Trumball, R. (1974). Indian standoff in Ontario ends: Tribe agrees to negotiation on rights and park land. *The New York Times*, août, p. 13.
- TVA Nouvelles. (2000). *Des autochtones ontariens contre Abitibi-Consolidated - La caravane de la solidarité*. 8 juin.
- Waterman Wittstock, L. & Stanislas E.J. (2006). *A brief history of the American Indian movement*. <http://www.aimovement.org/ggc/history.html>.
- WFN (2020). *Making a good thing better. History of Wahgoshig First Nation*. <https://www.wahgoshigfirstnation.com/about>.

- Whiteman, G. (2009). All my relations: understanding perceptions of justice and conflict between companies and indigenous peoples. *Organization Studies*, 30(1), 101-120.
- Wilkes R. (2006). The protest actions of Indigenous Peoples – A Canadian-US. comparison of social movement emergence. *American Behavioral Scientist*, 50(4), 510-525.
- Willow, A.J. (2016). Indigenous ExtrACTIVISM in Boreal Canada: Colonial legacies, contemporary struggles and sovereign futures. *Humanities* 5(3), 55.
- Willow, A.J. (2020). Embrace it, accept it, or fight like hell: understanding diverse responses to extractive industrial development. *Environment, Development and Sustainability*, 22(7), 7075-7096.
- WTC. (2018). *About us. Wabun Tribal Council*. <https://www.wabuntribalcouncil.ca/about-us/>.
- Wyatt, S. (2008). First Nations, forest lands, and “aboriginal forestry” in Canada: from exclusion to comanagement and beyond. *Canadian Journal of Forest Research*, 38(2), 171-180.
- York, G. (1989). *The dispossessed: Life and death in Native Canada*. Toronto : Lester & Orpen Dennys.

ANNEXE 1

GUIDE D'ENTREVUE

1. *Gestes politiques* (Qui? Pourquoi? Comment? Où? Quand? Avec quel soutien?)

Quelles ont été les gestes politiques du Conseil de la Première Nation de Wahgoshig pour défendre sa cause au Conseil Tribal, au Conseil Territorial et à d'autres échelons tels que l'Organisation des Chefs de l'Ontario ou la Nation algonquine, auprès des compagnies extractives des ressources naturelles, des gouvernements de l'Ontario et du Canada, des municipalités ainsi que différentes tables de négociation et auprès des médias?

2. *Gestes de résistance* (désobéissance civile, manifestations, barricades, négociation)

Quels gestes de résistance ont été posés par les membres de la communauté et le Conseil pour lutter contre les multinationales et protéger le territoire?

3. *Moyens dont disposait la Première Nation de Wahgoshig* (outils de télécommunication, soutien financier, ressources humaines (internes et externes))

De quels moyens disposait la Première Nation de Wahgoshig pour faire valoir son point de vue et ses besoins et pour poser des gestes de résistance?

4. *Processus de prise de décisions* (réunions du conseil de bande, assemblées générales des membres, consultation, mandats, directives internes, division des tâches sur le terrain)

Quelle était la relation entre les membres de la communauté et le Conseil de la Première Nation durant les événements, notamment en ce qui concerne l'attribution des mandats et leur exécution?

ANNEXE 2

Consent form

TITLE OF THE RESEARCH PROJECT: Resistance of an Anishnaabe community facing attempted encroachment of its traditional territory by resource-extracting industries.

NAME AND AFFILIATION OF THE RESEACHERS: **Maurice J. Kistabish**, MSc student, School of Indigenous Studies, UQAT; **Hugo Asselin**, Professor, School of Indigenous Studies, UQAT and **Marie-Pierre Bousquet**, Professor, University of Montreal

SPONSOR OR SOURCE OF FUNDING: none.

DURATION OF THE PROJECT: 2 years.

ETHICS CERTIFICATE ISSUED BY THE UQAT ETHICS REVIEW BOARD: May 16, 2017

PREAMBLE:

We would like you to participate to a research project that involves an interview on how your community faced and reacted to policies related to land management.

Before you consent to participate to this research project, please take the time to read this document carefully to make sure that you fully understand it and that you carefully consider the following information as part of your rights to get informed.

This consent form explains the purpose of this study; the procedures, the advantages, the disadvantages and the risks, as well as the people to whom you should address your questions regarding the progress of the research, or any other concerns you might have relating to your rights as a participant.

This research follows the research principles prescribed in the *First Nations of Québec and Labrador Research Protocol (2014)* and in the *Tri-Council Policy Statement- Ethical Conduct of Research Involving Humans (2014) TCPS 2*.

PURPOSE OF THE RESEARCH:

The purpose of this study is to document the political actions pursued by the Chief and Council of Wahgoshig First Nation in reaction to the infringement attempts made by multinational resource-extracting industries on the Wahgoshig First Nation traditional territory between 2000 and 2012. In addition, the acts of resistance posed by members of the Wahgoshig First Nation will also be documented. Furthermore, this study will evaluate what means and avenues the Chief and Council had, or used, to express their concerns and defend the rights of their members. Finally, the study also aims to document the dynamics of the decision-making processes involving the Chief and Council and community members during the study period.

YOUR PARTICIPATION TO THE RESEARCH:

Your contribution to this project involves participating to a 90 minutes interview about your involvement and your actions of resistance during the events that led to the Chief and Council having to defend the traditional land and the rights of community members against the encroachment by resource-extracting industries. The interview will take place at a location of your choice and will be audio recorded (with your approval) to ease analyses. You will not have to answer all questions and you will have the option to withdraw from the interview at any moment without having to justify your decision.

BENEFITS ARISING FROM YOUR PARTICIPATION:

You will not have direct benefits from participating to this project, but your participation will contribute to bring a better understanding of the resistance of First Nations communities while defending their rights to traditional lands.

RISKS AND DISADVANTAGES ARISING FROM YOUR PARTICIPATION:

By participating to this research, you are not taking any risk. The only disadvantage will be the time needed to answer our questions.

COMMITMENTS AND MEASURES TO ENSURE CONFIDENTIALITY:

In order to ensure the full confidentiality of the information you will provide us, the following measures will be taken:

- No personal information allowing identifying you will be shared.
- Only the principal researcher, Maurice J. Kistabish and his supervisors, Hugo Asselin and Marie-Pierre Bousquet, will have access to the data and engage to respect their confidentiality.
- Your first and last names will be replaced by codes during data processing and the code will be used if interview excerpts are published.
- Files will be kept in a computer protected by a password.
- Data from the study will be kept five years after the final publication of the research. Thereafter, the coded data will be transferred to Wahgoshig.

COMPENSATION:

There will be no compensation given for participating to this research.

COMMERCIALIZATION OF RESULTS:

The results from this research will not be commercialized in any way.

CONFLICT OF INTERESTS:

The principal researcher (Maurice J. Kistabish) was, as a negotiator, one of the main actors of the events under study. Therefore, his supervisors (Hugo Asselin and Marie-Pierre Bousquet) and the Chief and Council of Wahgoshig First Nation will make sure that the interpretations of the end results are not biased.

DISSEMINATION OF RESULTS:

The results of the research will be shared with your Chief and Council before dissemination. The results will be presented orally to your community, and a written summary of the findings will be produced, using a clear and understandable language. The results will also be published in a master's thesis and will be disseminated as scientific articles and oral presentations in scientific conferences.

RESPONSIBILITY CLAUSE:

By providing your consent to be part of this research, you neither renounce to any of your rights, nor do you free the researchers and the institutions involved of their legal and professional obligations toward you.

THE PARTICIPATION IN A RESEARCH IS ON A VOLUNTARY BASIS:

Your participation is on a voluntary basis. You have the right to refuse to participate and you can withdraw from the study at any time without prejudice and without justification from your part. In such a case, you must inform the researcher if you want the data you provided to be deleted. However, depending on the stage of analysis, this might not be possible.

For further information concerning your rights as a participant, please contact:

Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains
Vice-rectorat à l'enseignement, à la recherche et à la création
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
445, boulevard de l'Université, bureau B-309
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4
Téléphone : 819-762-0971, poste 2252
cer@uqat.ca

CONSENT:

The undersigned declares that his/her participation is done on a voluntarily basis and that he/she is consenting to participate to the project « Resistance of an Anishnaabe community facing attempted encroachment of its traditional territory by resource-extracting industries. ».

Name of the participant (please complete in block letters)

Participant's signature

Date

This consent was obtained by:

Name of the researcher or of the research assistant (please complete in block letters)

Signature

Date

FOR INQUIRIES:

If you have any other inquiries during the duration of this project, please contact:

Student : Maurice J. Kistabish, mauricejoseph.kistabish@uqat.ca

Supervisor: Hugo Asselin, Hugo.Asselin@uqat.ca

Co-supervisor : Marie-Pierre Bousquet, marie-pierre.bousquet@umontreal.ca

Please retain a copy of this form for your files.